

PÉTROLE

**Le Brent à 96,79
dollars le baril**

P 16

GRANDS CORRIDORS STRATÉGIQUES

Tebboune fixe les échéances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé dimanche, lors du Conseil des ministres, des échéances précises pour plusieurs grands projets ferroviaires et portuaires jugés structurants pour l'économie nationale. La ligne minière reliant Bled El Hadba au port d'Annaba doit accompagner le lancement de la production de phosphate en mars 2027, tandis que le corridor ferroviaire vers Tamanrasset est attendu pour fin 2028. L'exécutif entend maintenir une cadence élevée, mobiliser le tissu productif national et renforcer la participation des entreprises algériennes aux grands chantiers, tout en réduisant progressivement le recours aux importations non ciblées. P 3

- **Projet ferroviaire Tamanrasset-Nord du pays : Accélération des préparatifs pour le lancement des travaux**



GÉNÉRALISATION DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS **Lancement d'une opération d'envergure pour couvrir 3 000 localités**

L'Algérie engage une nouvelle étape dans la généralisation de l'accès aux services de télécommunications électroniques avec le lancement d'une vaste opération destinée à assurer la couverture de 3 000 localités à faible densité de population à travers le pays.

P 2

ALGÉRIE-CHINE

Un partenariat stratégique qui accélère

Le partenariat stratégique entre l'Algérie et la Chine connaît une nouvelle dynamique, portée par une intensification des échanges commerciaux, la multiplication des projets structurants et une présence accrue des entreprises chinoises dans plusieurs secteurs de l'économie nationale. Une évolution mise en avant par l'ambassadeur de Chine en Algérie, Son Excellence M. Dong Guangli, dans son allocution prononcée, dimanche soir, à l'occasion du 77^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

P 5

GRANDS PROJETS D'INTERCONNEXION HYDRIQUE

Le ministre insiste sur le respect des délais

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée au suivi de l'état d'avancement de plusieurs projets structurants et stratégiques du secteur, notamment ceux liés au renforcement de l'alimentation en eau potable et à l'interconnexion des réseaux.

P 5

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

**Le ministre examine les
perspectives de partenariat
avec les pays africains** P 2

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE TANZANIE

**Les opportunités de
coopération et de partenariat
examinées** P 3

BDL

**Plus de 2514 milliards DA de
crédits accordés à fin juin
2026** P 16

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

Le ministre examine les perspectives de partenariat avec les pays africains

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée au suivi et à l'examen de plusieurs dossiers prioritaires liés à la coopération et au partenariat énergétiques avec les pays africains, indique un communiqué du ministère. La réunion a notamment porté sur les projets et programmes énergétiques faisant actuellement l'objet d'un suivi, ainsi que sur leur état d'avancement et les perspectives de leur développement. Elle a également permis d'examiner de nouvelles opportunités visant à élargir les domaines de coopération et de partenariat avec les pays africains et à renforcer la présence des entreprises relevant du secteur sur les marchés africains, notamment à travers le développement de projets, d'investissements et d'échanges commerciaux dans le domaine énergétique. Les propositions relatives à la participation du ministère et des entreprises relevant de son secteur aux différentes manifestations, rencontres et événements nationaux et internationaux spécialisés dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables ont également été examinées. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité d'une préparation anticipée et efficace de ces rendez-vous, afin de mettre en valeur les capacités et l'expertise algériennes et de faire connaître les opportunités de coopération disponibles. La réunion a, par ailleurs, porté sur les moyens de renforcer la coordination entre les différents intervenants et d'assurer un suivi régulier des dossiers prioritaires, en vue d'améliorer leur prise en charge et d'accélérer la concrétisation des projets et programmes prévus, conformément aux objectifs et orientations stratégiques du secteur. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère visant à renforcer la coopération énergétique avec les pays africains, à élargir les partenariats et à soutenir l'ouverture des entreprises du secteur sur les marchés extérieurs, tout en valorisant les opportunités de développement des projets et investissements dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables.

R E.

GÉNÉRALISATION DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Lancement d'une opération d'envergure pour couvrir 3 000 localités

L'Algérie engage une nouvelle étape dans la généralisation de l'accès aux services de télécommunications électroniques avec le lancement d'une vaste opération destinée à assurer la couverture de 3 000 localités à faible densité de population à travers le pays.

Synthèse Z R.

Cette initiative, financée entièrement par l'État, s'inscrit dans le cadre du service universel des communications électroniques et vise à réduire davantage la fracture numérique entre les différentes régions. L'opération a été lancée dimanche 6 septembre par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), qui a engagé une adjudication par appel à la concurrence pour sélectionner un ou plusieurs opérateurs chargés d'assurer la couverture des zones concernées par un réseau public de télécommunications mobiles. Présentée par le ministère de la Poste et des Télécommunications comme la plus importante opération jamais engagée dans ce domaine, cette démarche concerne des localités réparties à travers l'ensemble des wilayas du pays, notamment celles caractérisées par une faible densité de population, avec moins de 2 000 habitants. En effet, l'opération constitue un levier de désenclavement numérique des zones rurales et difficiles d'accès. Elle doit permettre aux populations de ces territoires de bénéficier d'un meilleur accès aux services de communications électroniques, tout en favorisant leur intégration dans la dynamique de transformation numérique engagée à l'échelle nationale.

Un financement entièrement public

L'une des principales caractéristiques de cette opération réside dans son financement. La réalisation des infrastructures nécessaires à la couverture des 3 000 localités sera entièrement prise en charge par l'État, dans le cadre du mécanisme du service universel des communications électroniques. Ce dispositif constitue l'un des principaux instruments permettant de garantir l'égalité d'accès aux services de télécommunications, y compris dans les zones où les investissements privés peuvent être moins attractifs en raison du faible nombre d'abonnés potentiels ou des contraintes liées à l'éloignement géographique. Le recours à ce mécanisme permet ainsi de concilier les impératifs d'aménagement numérique du territoire avec les réalités économiques du déploiement des infrastructures de télécommunications. L'appel à la concurrence lancé par l'ARPCE est ouvert aux opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public, titulaires de licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles. Les opérateurs intéressés peuvent retirer le dossier d'appel à la concurrence (DAC) auprès du siège de l'ARPCE à Hussein Dey, à Alger, du 7 au 13 septembre 2026, de 9h00 à 16h30, indique l'Autorité dans un communiqué. Le retrait du dossier est soumis au paie-

ment d'un montant de un million de dinars. Le cahier des charges prévoit un délai maximal de 18 mois pour la réalisation de l'opération. Ce calendrier traduit la volonté des pouvoirs publics d'accélérer le déploiement des infrastructures et de permettre aux populations concernées de bénéficier dans les meilleurs délais des services mobiles.

Réduire la fracture numérique

À travers cette opération, les pouvoirs publics entendent renforcer la couverture nationale et garantir une plus grande équité territoriale dans l'accès aux communications électroniques. La priorité accordée aux localités faiblement peuplées répond notamment à la nécessité de ne pas limiter le développement numérique aux grands centres urbains et aux zones à forte concentration démographique. L'enjeu dépasse ainsi la seule disponibilité du réseau mobile. Une meilleure couverture constitue également une condition nécessaire au développement des usages numériques, à l'accès aux services publics dématérialisés, à l'activité économique à distance et à l'amélioration de la connectivité des populations rurales. Le déploiement de ces réseaux dans 3 000 localités devrait, à terme, contribuer à consolider le maillage numérique du territoire national et à accompagner l'essor des services électroniques dans les différentes régions du pays.

ENTREPRENEURIAT

NESDA de Mascara lance une campagne de sensibilisation

Une campagne d'information destinée à faire connaître les nouvelles incitations et facilités proposées par l'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) au profit des porteurs et promoteurs de projets a été lancée lundi dans la wilaya de Mascara. Organisée par l'antenne de wilaya de la NESDA, cette campagne a débuté par une rencontre de proximité et de sensibilisation à la Maison de jeunes "Bechsaïs Tahar", dans la ville de Bouhanifia. Des explications détaillées ont été fournies aux jeunes sur les nouveaux avantages, facilités et incitations proposés dans le cadre de ce dispositif, notamment en matière d'accompagnement à la création et au développement des micro-entreprises, ainsi que sur la formule de financement destinée à l'extension des activités des entreprises économiques.

Cette rencontre a enregistré une participation notable de jeunes, notamment ceux souhaitant bénéficier de l'accompagnement de l'antenne de la NESDA pour créer des micro-entreprises, ainsi que des porteurs de projets d'investissement désireux de développer leurs activités. Selon le chargé de l'information de l'antenne de la NESDA, Abdelaziz Baatouche, le programme de cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre, prévoit l'organisation de rencontres de proximité et de sensibilisation dans les espaces publics et les structures dédiées aux jeunes à travers les 16 daïras de la wilaya. Ces rencontres mettront notamment l'accent sur le programme d'appui à l'extension des micro-entreprises et sur l'encouragement des bénéficiaires des financements de l'agence à développer et à diversifier leurs activités, particulièrement

dans le secteur agricole. Des journées portes ouvertes sont également programmées au niveau des annexes de l'antenne de la NESDA afin de présenter les nouvelles facilités proposées par l'agence, notamment celles relatives au dispositif d'extension d'une activité économique ou commerciale, ainsi que les avantages accordés pour la création d'entreprises dans le secteur agricole, selon la même source. Ces journées portes ouvertes visent à attirer le plus grand nombre possible de jeunes souhaitant bénéficier des avantages et incitations de la NESDA, mais également à encourager les diplômés des universités et des établissements de formation à créer des micro-entreprises dans le cadre de ce dispositif et à promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des jeunes.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GRANDS CORRIDORS STRATÉGIQUES

Tebboune fixe les échéances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fixé dimanche, lors du Conseil des ministres, des échéances précises pour plusieurs grands projets ferroviaires et portuaires jugés structurants pour l'économie nationale. La ligne minière reliant Bled El Hadba au port d'Annaba doit accompagner le lancement de la production de phosphate en mars 2027, tandis que le corridor ferroviaire vers Tamanrasset est attendu pour fin 2028. L'exécutif entend maintenir une cadence élevée, mobiliser le tissu productif national et renforcer la participation des entreprises algériennes aux grands chantiers, tout en réduisant progressivement le recours aux importations non ciblées.

Par Selma R.

Le premier chantier concerne la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba, Oued Kebrit, port d'Annaba, longue de 422 kilomètres, qui doit relier Annaba, Souk Ah-ras, Tébessa, Djebel Onk et Bled El Hadba, connectant ainsi les gisements de phosphate de Tébessa aux installations industrielles et au débouché maritime d'Annaba. Le chef de l'État s'est félicité du rythme des travaux et a appelé à maintenir cette cadence pour livrer le projet dans les délais et lancer la production en mars 2027. Deux tronçons totalisant 174 kilomètres sont déjà livrés (Djebel Onk, Oued Kebrit sur 151 kilomètres, et la jonction vers Bled El Hadba sur 23 kilomètres) ; 127 kilo-mètres supplémentaires doivent être testés dès la première semaine d'octobre. En application de ces orientations, le ministre des Travaux Publics et des Infrastructures de Base, Abdelkader Djellaoui, a présidé ce lundi une première réunion de coordination consa-crée au suivi de l'état d'avancement des tra-vaux de la Ligne Minière Est. Y ont pris part les cadres centraux du ministère, les respon-sables du maître d'ouvrage délégué, ainsi que les entreprises de réalisation et bureaux d'études concernés.

Des essais techniques sur 127 km prévus début octobre

Les échanges ont porté sur l'avancement des trois tronçons en phase finale, Annaba, Bou-chegouf (54 kilomètres), le contournement de Tébessa, Tenoukla (43 kilomètres), et Oued Kebrit, Drea (30 kilomètres), soit 127 kilomè-tres au total. Le ministre a insisté sur la néces-sité d'accélérer la cadence des travaux afin de permettre le déroulement des essais tech-niques du train sur cette distance dès la pre-mière semaine d'octobre. Il a également été question de l'avancement du tronçon Bouche-gouf, Aïn Senour (72 kilomètres), confié aux entreprises nationales, pour lequel le ministre a demandé la mobilisation de l'ensemble des moyens disponibles afin d'accélérer le rythme de réalisation. Enfin, l'état d'avancement des travaux de modernisation de la ligne reliant Aïn Senour à Drea (34 kilomètres) a été examiné, le ministre appelant à intensifier la coordination et le suivi sur le terrain pour fi-

naliser ce tronçon dans les délais impartis. S'y ajoute l'extension du quai minéralier du port d'Annaba (1 700 mètres de long, 16 à 20 mètres de profondeur) pour accueillir des mi-néraliers de 80 000 tonnes. Le directeur gé-néral de l'ANRIP, Amar Grine, souligne l'import-ance de cet ouvrage pour la montée en puis-sance du projet intégré du phosphate. « La première phase permettra d'atteindre une ca-pacité de traitement de 3 millions de tonnes de phosphate transformé par an, portée pro-gressivement à 6, puis 10 millions de tonnes », a-t-il déclaré à la télévision nationale. L'ob-jectif est de passer d'une logique d'exporta-tion de matière première à une valorisation industrielle locale : le phosphate alimentera les unités de transformation d'Oued Kebrit pour produire des engrais, dont la valeur peut passer d'environ 170 dollars la tonne à l'état brut, à 700 voire 780 dollars transformée, pour des revenus potentiels estimés entre 2 et 6 milliards de dollars.

Ligne ferroviaire Alger – Tamanrasset : une priorité absolue

La seconde échéance majeure concerne la ligne reliant le Nord du pays à Tamanrasset, via Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa et In Sa-lah. Qualifiée de « priorité absolue » par le président, cette liaison de 2 400 kilomètres doit être mise en service fin 2028, une réalisa-tion que le chef de l'État juge « historique et inédite ». Selon le directeur général de l'ANESRIF, Azeddine Fridi, les études entre Chiffa et Ksar El Boukhari sont achevées mal-gré un relief escarpé nécessitant environ 40 tunnels ; le tronçon Ksar El Boukhari, Bou-ghezoul (42 kilomètres) est en travaux, pris en charge par des entreprises nationales ; la liaison Boughhezoul, Djelfa, Laghouat (250 ki-lomètres), à 220 km/h, est déjà opérationnelle ; les études des liaisons suivantes, jusqu'à Ta-manrasset, sont finalisées. « Cette ligne ne constitue pas uniquement un projet d'infra-structure ferroviaire, elle répond également à un objectif majeur de désenclavement du Sud, en offrant aux populations un moyen de transport rapide, moderne et plus sûr », a-t-il indiqué à la télévision algérienne. Le rail doit également fluidifier le transport des produits agricoles du Sud vers le Nord et l'achemine-ment des fournitures nécessaires au dévelop-

pement des régions méridionales, tout en ré-duisant les coûts du fret. Le futur Transsaharien porte enfin une di-mension continentale, pouvant relier le réseau national à des pays comme le Niger, le Tchad et le Nigeria, et consolider la vocation de l'Al-gérie comme plateforme logistique régionale. Ces deux corridors doivent connecter extrac-tion, transformation et exportation, favoriser l'intégration territoriale et mobiliser des en-treprises nationales telles que Cosider TP, Co-sider Ouvrages d'Art, GCB et Infra Rail. Le respect des échéances de mars 2027 et fin 2028 reste un enjeu majeur pour bâtir de nouvelles chaînes de valeur et renforcer la souveraineté industrielle du pays.

Mobilisation du tissu productif national

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a, par ailleurs, insisté sur la mobili-sation du tissu productif national afin d'ac-compagner la réalisation des grandes infra-structures engagées dans le pays. En effet, le chef de l'État a instruit le gouvernement de prendre « immédiatement » les mesures né-cessaires pour permettre aux sociétés et entre-prises nationales d'augmenter leur production et de répondre aux besoins des grands projets en biens et services. Cette orientation vise à renforcer la participation des entreprises algé-riennes à la dynamique d'investissement en-gagée dans plusieurs secteurs. Les besoins gé-nérés par les grands chantiers en équipe-ments, matériaux et prestations doivent ainsi constituer un levier pour accroître les capaci-tés de production locales et renforcer l'inté-gration de l'économie nationale. Dans son instruction, le président Tebboune a insisté sur la nécessité pour les entreprises et sociétés nationales de « contribuer effectivement à augmenter la production à tous les niveaux », afin de répondre aux besoins liés à l'équipe-ment des grandes infrastructures. Cette dé-marche s'inscrit également dans la volonté de consolider l'économie nationale et de réduire progressivement le recours aux importations lorsqu'une offre locale est en mesure de ré-pondre à la demande. Le communiqué du Conseil des ministres souligne, dans ce contexte, la nécessité de s'éloigner davantage d'une politique d'importation « non étudiée et sans objectif ».

PROJET FERROVIAIRE TAMANRASSET-NORD DU PAYS Accélération des préparatifs pour le lancement des travaux

Le ministre des Travaux pu-blics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a présidé, hier, une deuxième réunion de coordina-tion consacrée au suivi des pré-paratifs en cours pour le lance-ment du projet stratégique de ligne ferroviaire reliant Taman-rasset au nord du pays, confor-mément aux instructions du président de la République don-nées lors de la réunion du Conseil des ministres du 6 sep-tembre 2026. La réunion a regroupé les ca-dres centraux du ministère, ainsi que les responsables des entreprises publiques de réali-sation et des bureaux d'études nationaux chargés des études et du suivi, notamment l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investisse-ments ferroviaires (ANESRIF), Infra Rail, Cosider Travaux pu-blics (Cosider TP), Cosider Ou-vrages d'art (Cosider OA), EN-GOA et le bureau d'études Seti Rail. Les travaux ont porté sur l'état d'avancement des préparatifs liés au lancement du projet de ligne ferroviaire reliant El Menia à Tamanrasset, notamment le tronçon El Menia-point kilomé-trique 216, d'une longueur de 216 km, dont la réalisation est confiée aux entreprises pu-bliques concernées. La rencon-tre a également permis d'exa-miner les dispositions enga-gées pour le lancement de la ligne ferroviaire reliant La-ghouat à Ghardaïa et El Menia, sur une longueur de 495 km, ainsi que les conditions néces-saires à sa concrétisation. A cette occasion, M. Djellaoui a souligné l'importance straté-gique des projets ferroviaires pour le développement et le désenclavement des régions du Sud, appelant à accélérer l'achèvement des procédures restantes. Il a également instruit les différents intervenants à in-tensifier la coordination et le suivi et à mobiliser les moyens humains et matériels néces-saires, en vue de permettre le lancement des travaux sur le terrain dans les meilleurs dé-lais.

Synthèse R E.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR DE TANZANIE

Les opportunités de coopération et de partenariat examinées

Le ministre de l'Industrie pharmaceu-tique, Ouacim Kouidri, a reçu, hier, l'ambassadeur de Tanzanie auprès de l'Algérie, Mobhare Holmes Matinyi, avec lequel il a examiné les opportunités de coopération et de partenariat, notamment la possibilité de produire des médicaments destinés au marché tanzanien au niveau des unités industrielles algériennes, in-dique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, les deux parties ont passé en re-vue les opportunités et les perspectives de renforcement des relations de coopération et des échanges commerciaux entre les deux pays dans le domaine de l'industrie

pharmaceutique et des dispositifs médi-caux, à la faveur de "l'intérêt porté par la Tanzanie aux capacités dont dispose l'Al-gérie dans ce domaine", précise le commu-niqué. Les deux parties ont également abordé le mémorandum d'entente signé entre l'Agence nationale des produits pharma-ceutiques (ANPP) et son homologue tan-zanienne, en tant que cadre destiné à ren-forcer la coopération institutionnelle et l'échange d'expertises dans le domaine de la réglementation et du contrôle des pro-duits pharmaceutiques, tout en facilitant le processus d'enregistrement mutuel des médicaments, ajoute la même source.

Il a aussi été question des préparatifs de la visite de travail, prévue en octobre, d'une délégation du secteur en Tanzanie, pour examiner les opportunités de partenariat et d'investissement et explorer les moyens d'échanger les expertises et de transférer le savoir-faire algérien, en vue de contribuer au développement et au renforcement des capacités de l'industrie pharmaceutique tanzanienne. Les deux parties ont, par ailleurs, examiné la possibilité de produire des médicaments destinés au marché tanzanien au niveau des unités industrielles algériennes en fonction de ses besoins, en accordant une importance particulière à la formation des

ressources humaines et au transfert d'ex-pertises, de manière à renforcer les capaci-tés locales et à favoriser l'établissement de partenariats industriels durables entre les deux pays. Au terme de la rencontre, les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre la coordination et le travail conjoint en vue de concrétiser les opportunités de coopé-ration disponibles, au service des intérêts communs des deux pays et de manière à contribuer au renforcement de la sécurité et de la souveraineté pharmaceutiques sur le continent africain.

R E.

NUMÉRISATION DES SERVICES PUBLICS

La plateforme des travaux publics intégrée à Dzair Digital Services

Le Haut-commissariat à la numérisation a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'intégration de la plateforme du secteur des travaux publics et des infrastructures de base au Portail national des services numériques gouvernementaux (Dzair Digital Services), afin de permettre aux opérateurs d'accéder facilement aux services numériques qui leur sont dédiés.

Dans le cadre de "la mise en œuvre des hautes instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue le 12 juillet 2026, portant sur l'élargissement de l'offre de services numériques via le Portail national des services numériques gouvernementaux et le renforcement de l'interopérabilité entre les secteurs, le Haut-commissariat à la numérisation annonce, en coopération avec le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, l'intégration de la plateforme du secteur au Portail national +Dzair Digital Services+, afin de permettre aux opérateurs d'accéder facilement aux services numériques qui leur sont dédiés", a précisé la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du "processus de numérisation des services liés à la qualification et à la classification professionnelles des entreprises, ainsi qu'à l'agrément des bureaux d'études privés", selon le communiqué, qui explique que "les opérateurs concernés peuvent désormais déposer leurs dossiers en ligne via le Portail national et suivre les différentes étapes de leur traitement, sans avoir à se déplacer auprès de l'administration centrale ou des directions des travaux publics des wilayas".

Ce service numérique "permet de simplifier les procédures administratives et de réduire les délais de traitement des dossiers, tout en améliorant la qualité des services et en renforçant la transparence et l'efficacité dans la gestion des dossiers, pour un service public de qualité au profit des entreprises de réalisation et des bureaux d'études", ajoute la même source, soulignant que, dans le cadre de la concrétisation du processus de transformation numérique, de nouveaux services seront progressivement intégrés au Portail national des services numériques gouvernementaux.

APS

RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

Renforcement de l'intégration sectorielle et de la gouvernance des données

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, ont présidé une deuxième réunion consacrée au renforcement de l'intégration entre les différents secteurs et à l'identification des sources de données et des mécanismes de leur production et mise à jour, afin d'en garantir la fiabilité et la cohérence, indique lundi un communiqué du Haut-commissariat.

"Sur instruction du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et dans le cadre de la poursuite des travaux visant à mettre en place un mécanisme numérique unifié de régulation du marché national, une deuxième réunion de travail s'est tenue dimanche au siège du Haut-commissariat à la numérisation, présidée par la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national,

Mme Amel Abdellatif, en présence de cadres et de représentants des secteurs concernés", précise la même source.

Les travaux de la réunion ont porté sur "l'unification de la vision et le renforcement de l'intégration entre les différents secteurs, à travers la définition des rôles et responsabilités, ainsi que l'identification des sources de données et des mécanismes de leur production et mise à jour, de manière à garantir leur fiabilité et cohérence, conformément à une approche fondée sur un dispositif de gouvernance des données consacré par le décret présidentiel n 25-

320 du 30 décembre 2025".

Les deux ministres ont également souligné "la nécessité de poursuivre la coordination des efforts et de parachever le processus de mise en place d'un système numérique national unifié et intégré, permettant un suivi précis et en temps réel de la traçabilité des produits de large consommation et offrant une vision fiable et globale à même de soutenir la prise de décision et de renforcer l'efficacité de la régulation et de l'approvisionnement du marché national".

R E.

GESTION DES ARCHIVES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Proposition de création d'un établissement public

Les participants à la conférence régionale sur la gestion des documents d'activité et des archives des collectivités locales à la lumière de la transformation numérique, tenue dimanche à Alger, ont appelé à la création d'un établissement public à caractère administratif chargé de la gestion des archives des wilayas et des communes, placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Cette conférence régionale, organisée par la Direction générale des Archives nationales, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a été sanctionnée par une série de recommandations, dont la proposition de création d'un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, chargé de la gestion des archives des wilayas et des communes.

Les recommandations ont également préconisé la création de centres régionaux de conservation des archives, tout en proposant d'orienter vers le Centre national des manuscrits les archives des collectivités locales à caractère historique et revêtant une grande importance.

Les participants à cette rencontre ont aussi appelé à la mise en place d'un cadre opérationnel définissant les modalités de traitement des différentes catégories d'archives, soulignant la nécessité de confier le classement et le traitement des archives historiques à des experts du do-

main, notamment ceux maîtrisant les langues originales dans lesquelles les documents ont été rédigés. Auparavant, les ateliers organisés dans le cadre de cette conférence ont abordé un ensemble de questions liées à la gestion des archives des collectivités locales et à la structuration de la fonction d'archiviste au niveau des collectivités locales, ainsi qu'au traitement des archives historiques de la période antérieure à 1962.

Tenue à l'Ecole nationale d'administration (ENA), cette rencontre est la première d'une série de conférences régionales prévues à Tlemcen, Oran, Annaba, Guelma, Constantine, Djelfa, Ouargla et Béchar, jusqu'au 8 novembre prochain.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 07 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Septembre 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		DA / Kg	دج / كلغ		
Légumes frais	Pomme de terre	102	أدنى Minimum	91	البطاطا
	Tomate	81	أعلى Maximum	64	الطماطم
	Oignon sec	75		66	البصل الجاف
	Ail sec	796		681	الثوم الجاف
	Carotte	135		121	الجزر
	Navet	161		146	اللفت
	Poivron	128		110	الفلفل الاخضر
	Piment	143		122	الفلفل الحار
	Courgette	153		138	الكوسة
	Haricot vert	211		184	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	136		122	الخس
Fruits frais	Pomme locale	411		305	التفاح المحلي
	Datte	506		383	التمر
	Raisin	289		212	العنب
	Banane	600		585	الموز
	Melon	93		80	البطيخ الاصفر
	Pastèque	76		67	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2094		1947	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	541		527	الدجاج
	Œufs (Unité)	20		19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97		90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	2,37	-5,37	7,35	7,54	3733	1 287 885,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,20	116,43	-	1426	1 162 190,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,13	7,56	7,64	17722	24 810 800,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,02	0,95	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-0,21	-6,83	8,49	8,54	7868	16 121 532,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,67	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	2,94	2,55	1,19	8,12	0	0,00

ALGÉRIE-CHINE

Un partenariat stratégique qui accélère

Le partenariat stratégique entre l’Algérie et la Chine connaît une nouvelle dynamique, portée par une intensification des échanges commerciaux, la multiplication des projets structurants et une présence accrue des entreprises chinoises dans plusieurs secteurs de l’économie nationale. Une évolution mise en avant par l’ambassadeur de Chine en Algérie, Son Excellence M. Dong Guangli, dans son allocution prononcée, dimanche soir, à l’occasion du 77e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

Par Zahir R.

Il a relevé la succession de « bonnes nouvelles » ayant marqué, depuis le début de l’année, les relations entre Alger et Pékin, soulignant notamment la volonté des deux pays de renforcer leur coopération dans des domaines à forte valeur stratégique. Sur le plan commercial, les résultats enregistrés au premier semestre 2026 témoignent de cette accélération. Le volume des échanges bilatéraux a atteint 9 milliards de dollars, en progression de 28 % sur un an, indique le diplomate chinois, notant dans le même temps, les exportations algériennes vers la Chine se sont élevées à 980 millions de dollars, affichant une hausse spectaculaire de 111 %. Cette progression est en effet le fruit de la politique chinoise de zéro droit de douane en faveur de plusieurs pays africains, dont les effets commencent à se faire sentir sur les exportations algériennes. Selon l’ambassadeur, cette mesure permet à un nombre croissant de produits algériens d’accéder au vaste marché chinois et offre ainsi de nouvelles perspectives aux exportateurs nationaux.

Des projets structurants

Outre les échanges commerciaux, la coopération sino-algérienne s’appuie sur une série de projets d’envergure destinés à renforcer les capacités productives et les infrastructures du pays. Parmi les réalisations citées par Dong Guangli figure la ligne ferroviaire minière de l’Ouest, présentée comme un projet majeur pour l’Algérie et désormais réalisée et mise en service. M. Dong Guangli a également évoqué l’inauguration du Centre national des prestations numériques, ainsi que l’avancement d’autres mégaprojets, notamment le projet intégré de phosphate dans l’Est du pays. Ces investissements illustrent l’élargissement progressif de

la coopération à des secteurs considérés comme prioritaires pour la diversification de l’économie algérienne. La présence des entreprises chinoises en Algérie s’est ainsi renforcée dans les infrastructures, les transports, les industries minières et extractives, mais également dans le numérique. Cette implantation constitue, selon l’ambassadeur, l’un des principaux résultats de la coopération pragmatique engagée entre les deux pays. Pour Alger, l’enjeu consiste désormais à tirer davantage profit de cette coopération pour renforcer les capacités industrielles nationales, développer la production locale et accroître les exportations hors hydrocarbures. Pour Pékin, le marché algérien représente parallèlement un point d’appui important dans une région située au carrefour de l’Afrique et de la Méditerranée.

La Chine mise sur l’ouverture

Dans son discours, l’ambassadeur a également insisté sur la politique d’ouverture économique poursuivie par la Chine dans un contexte international marqué par la montée du protectionnisme et des incertitudes commerciales. Selon lui, l’économie chinoise a enregistré une croissance de 4,7 % au premier semestre 2026, tandis que les nouveaux moteurs de croissance, notamment la fabrication haut de gamme, l’économie numérique et intelligente et les services modernes, ont contribué à plus de 40 % de la croissance. Pékin entend parallèlement renforcer ses importations. Celles-ci ont progressé de 22 % au premier semestre, à un rythme supérieur à celui des exportations chinoises, selon les chiffres avancés par le diplomate. Cette orientation constitue une opportunité supplémentaire pour l’Algérie, qui cherche à élargir ses débouchés extérieurs et à augmenter la part des produits non énergétiques dans ses exportations.

tations. La forte progression des ventes algériennes vers la Chine au premier semestre traduit déjà l’existence d’un potentiel de développement important. Par ailleurs, le partenariat entre les deux pays ne se limite toutefois pas aux domaines commercial et industriel. L’année 2026 a également été marquée par le lancement réussi des satellites Alsat-3A et Alsat-3B, qui a donné lieu à un échange de messages entre les présidents Xi Jinping et Abdelmadjid Tebboune. La coopération s’étend également aux échanges humains. Le nombre de citoyens algériens se rendant en Chine a doublé durant les six premiers mois de l’année par rapport à la même période de 2025. L’ouverture prochaine d’une liaison aérienne directe Alger-Shanghai devrait, à son tour, ajoute-t-il, faciliter les déplacements des opérateurs économiques, des étudiants et des touristes et contribuer à densifier les échanges entre les deux sociétés. Le développement de l’enseignement du chinois en Algérie, à travers notamment l’Institut Confucius, participe également à ce rapprochement. L’intérêt croissant pour les cours de chinois témoigne de l’évolution des relations entre les deux pays et de l’importance grandissante de la Chine dans les échanges économiques et humains de l’Algérie. La multiplication des projets et l’accélération des échanges témoignent ainsi d’un partenariat sino-algérien appelé à prendre davantage d’ampleur. L’objectif affiché est désormais de renforcer l’alignement entre les stratégies de développement des deux pays et de transformer les opportunités offertes par leurs économies respectives en retombées concrètes pour les populations. Avec une coopération qui s’étend des infrastructures aux mines, du numérique aux transports, en passant par le commerce, l’industrie et les échanges humains, Alger et Pékin disposent désormais d’une base de partenariat de plus en plus large.

GRANDS PROJETS D’INTERCONNEXION HYDRIQUE

Le ministre insiste sur le respect des délais

Le ministre de l’Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier, une réunion de travail consacrée au suivi de l’état d’avancement de plusieurs projets structurants et stratégiques du secteur, notamment ceux liés au renforcement de l’alimentation en eau potable et à l’interconnexion des réseaux. Lors de cette réunion, tenue en présence de cadres de l’administration centrale ainsi que des responsables des établissements sous tutelle, le ministre a insisté sur la nécessité d’accélérer les préparatifs en vue du lancement des projets d’interconnexion au niveau des wilayas concernées. Ces projets seront notamment alimentés à partir des nouvelles stations de dessalement de l’eau de mer de Tlemcen, Mostaganem et Chlef, à travers un réseau de conduites de transfert de plus de 250 km, destiné à renforcer l’approvisionnement en eau potable des wilayas de l’intérieur du pays. La rencontre a également permis de passer en revue plusieurs projets visant à consolider l’alimentation en eau potable,

dont le projet de Tin Zaouatine à partir de la nappe aquifère de Tanezrouft, l’interconnexion entre la station de dessalement de Koudiet Eddraouche, à El Tarf, et Guelma, ainsi que le raccordement du système de Koudiat Acerdoune, à Bouira, à la station de dessalement de Cap Djinet, à Boumerdès. Les participants à cette rencontre ont également examiné les projets d’alimentation de la ville d’El Eulma et des communes du nord-est à partir du barrage de Draa Diss, le renforcement de l’approvisionnement de six communes de Mila et de deux communes de Jijel à partir du barrage de Tabbellout, ainsi que le raccordement de Biskra et d’El Kantara à partir du barrage de Koudiet Medouar, relevant du système de Beni Haroun. Par ailleurs, l’état d’avancement des projets d’assainissement, des barrages et de création et d’extension des périmètres irrigués a été présenté, outre le suivi de l’étude du projet stratégique Sud-Sud. M. Bouzegza a appelé, à cette occasion, à accélérer les

procédures et à finaliser les préparatifs nécessaires au lancement des projets dans les meilleurs délais, tout en veillant au respect des délais contractuels et au rattrapage des retards enregistrés. Ces mesures doivent contribuer, selon le ministre, au renforcement de la sécurité hydrique et à la garantie de la continuité de l’alimentation en eau potable à travers les différentes régions du pays. Le ministre a, en outre, souligné l’importance de poursuivre l’élargissement de la réutilisation des eaux usées traitées, notamment dans les secteurs agricole et industriel, en vue de valoriser les ressources hydriques et de contribuer à la protection de la santé publique. A l’issue de la réunion, il a appelé les différents intervenants à renforcer la coordination et la complémentarité entre les services et établissements concernés afin d’améliorer la qualité du service public de l’eau et de répondre aux attentes des citoyens. Par ailleurs, le ministre de l’Hydraulique a présidé, durant la même jour-

née, la cérémonie d’installation de Lotfi Telhi dans ses fonctions de chef de cabinet du ministère, en présence de cadres de l’administration centrale et des responsables des établissements sous tutelle. A cette occasion, M. Bouzegza a souligné que cette nomination s’inscrivait dans le cadre de la continuité de l’action du secteur et de la poursuite des efforts visant à concrétiser ses objectifs et à améliorer les performances du service public. Le ministre a également exprimé sa reconnaissance à Mustapha Seddiki, chef de cabinet sortant, pour les efforts consentis et le dévouement dont il a fait preuve durant l’exercice de ses fonctions. De son côté, le nouveau chef de cabinet du ministère M. Telhi a remercié le ministre pour la confiance placée en sa personne, affirmant sa disponibilité à accomplir les missions qui lui sont confiées avec responsabilité et engagement, au service des objectifs du secteur.

Z R.

INCENDIES À JIJEL
Les listes des sinistrés à indemniser finalisées mardi

Les listes des sinistrés devant être indemnisés à la suite des pertes causées par les récents incendies dans la wilaya de Jijel seront arrêtées "d’ici à demain mardi (aujourd’hui NDLR) au plus tard pour permettre le versement, aussitôt après, des indemnisations", a indiqué, hier, le wali, Ahmed Meguelati. Le chef de l’exécutif local, qui effectuait une visite d’inspection dans la zone de Tisbilat (commune de Djemaâ Beni Hbib) où sont effectués des travaux de remise en état des installations touchées, a souligné, dans une déclaration à la presse, que le versement des indemnités par la banque nationale de l’habitat (BNH) sera "entamé immédiatement après l’approbation des listes des bénéficiaires". S’agissant des travaux en cours en vue du rétablissement des différents services publics, M. Meguelati a affirmé que "jusqu’à dimanche (hier), pas moins de 129 villages ont été raccordés à nouveau au réseau électrique, en attendant que ce chiffre soit porté à 151 villages d’ici à lundi". Le wali a rappelé, à ce propos, que le groupe Sonelgaz a "mobilisé plus de 100 équipes et plusieurs entreprises fortes de 550 travailleurs, en vue de rétablir l’électricité dans les zones touchées par les incendies au moyen de la réhabilitation de quelque 300 km du réseau de moyenne et de basse tension". Le même responsable a également indiqué, dans le même contexte, que les services de la direction de l’hydraulique ont "achevé les opérations de réhabilitation du réseau d’alimentation en eau potable dans les communes touchées par les récents incendies".

APS

BEJAIA

Début de remise des décisions d'indemnisation des habitations touchées par les feux

L'opération de remise des décisions d'attribution des indemnisations au profit des propriétaires des habitations touchées par les feux de forêt ayant affecté plusieurs communes de la wilaya de Bejaia, a été entamée dimanche, à-on avisé auprès des services de la wilaya. La remise des décisions portant octroi des aides financières concerne les sinistrés des communes de Melbou, Souk El Tenine et Tamridjet, situées à l'est de la wilaya, précisant les mêmes services. L'opération des indemnisations, supervisées par les autorités locales, se poursuit jusqu'à couvrir l'ensemble des sinistres dans toutes les communes concernées, at-on assuré. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant le lancement des indemnisations des victimes des incendies de forêt avant le 15 septembre en cours, et la mise en oeuvre des orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, visant à accélérer la concrétisation de cette opération et la prise en charge des sinistres, indique la même source.

R. E.

CONSTANTINE

Réalisation d'un nouveau stade de 2.000 places dans la ville d'Ali Mendjeli

La circonscription administrative Ali Mendjeli, à Constantine, a réalisé un projet de réalisation d'un stade de 2.000 places, à-on a été informé dimanche auprès des services de la wilaya. Le projet prévoit notamment la réalisation d'un terrain en gazon artificiel, des gradins, ainsi que plusieurs espaces d'entraînement et de détente, selon la même source, précisant que les travaux de réalisation sont déjà en cours, avec un taux d'avancement amélioré à 55 %. Une fois réceptionnée, le stade permettra de renforcer les infrastructures sportives de la ville d'Ali Mendjeli, en offrant un espace adapté à la pratique du sport et à l'organisation de manifestations sportives, précisée la cellule de communication de la wilaya. L'inscription de cette infrastructure sportive qui a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière estimée à 530 millions de dinars s'inscrit dans le cadre du renforcement des équipements destinés à répondre aux besoins croissants de cette ville de plus de 400.000 habitants, a souligné la même source. La réalisation de cette infrastructure contribuera également à répondre aux besoins des jeunes et des associations sportives, tout en favorisant le développement de la pratique sportive dans la région, at-on ajouté.

Agence

TIZI-OUZOU

Ouverture de marchés de proximité des fournitures scolaires

Des marchés de proximité dédiés à la vente des fournitures et articles scolaires ont été ouverts dans plusieurs communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'initiative de la direction du commerce, dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, à-on informé dimanche auprès de cette direction.

L'objectif est de garantir la disponibilité de l'ensemble des articles dans ces espaces dédiés, proposés à des prix compétitifs et accessibles, afin de répondre aux besoins des élèves et d'alléger les charges des familles, a-t-on expliqué de même source. L'ouverture de ces espaces commerciaux a débuté samedi à travers plusieurs localités de la wilaya à l'instar de Tizi-Ouzou, Larbaâ Nath Irathen, Aït-Aïssa-Mimoun, Draâ Ben Khedda, Tizi-Gheniff, Draâ El-Mizan, Azeffoun, Bouzguen et Freha. D'autres communes ont rejoint le dispositif aujourd'hui dimanche dont Boghni, Aïn El-Hammam,

Iferhounène, Tigzirt, Beni Douala et Tizi-Rached. Au chef lieu de wilaya, l'inauguration de l'exposition-vente, installée à l'ancienne Gare Routière, a été supervisée par le wali Aboubakr Essedik Boucetta, en présence de cadres de la Direction régionale du commerce de Blida qui ont effectué une visite de contrôle pour s'assurer des conditions d'exposition et de la bonne prise en charge des besoins des citoyens. Ces marchés regroupent l'ensemble des acteurs du secteur dont les producteurs, importateurs, grossistes et détaillants, artisans et familles productrices, aux côtés de l'Office national des publications sco-

laires. Cette diversité renforce l'offre et vise à satisfaire l'ensemble des besoins de la rentrée scolaire dans la wilaya. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour rapprocher les fournitures scolaires des citoyens, les proposer dans des espaces convenables à des prix abordables, soutenir la rentrée scolaire et renforcer les principes de solidarité sociale, dans le but d'alléger les charges des familles et de garantir une rentrée scolaire sereine pour tous les élèves, a souligné la direction du commerce.

APS

TIEMCEN

Poursuite des travaux de raccordement du périmètre irrigué de Maghnia à la station d'épuration

Les travaux de raccordement du périmètre irrigué de la ville de Maghnia à la station d'épuration de cette commune se dérouleront dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué, dimanche, la direction de l'Hydraulique de la wilaya. Selon la même source, ces travaux visent à raccorder le périmètre irrigué de la commune de Maghnia à sa station d'épuration, afin de lui fournir, dans une première phase, 60.000 mètres cubes d'eaux épurées par jour, prévus à l'irrigation d'une superficie estimée à 1.000 hectares, sur un total de 4.500 hectares qui couvrent ce périmètre. Ces travaux interviennent parallèlement aux opérations d'extension et d'aménagement de la station d'épuration de la ville de Maghnia, ainsi qu'à la mise en place d'un système de traitement tertiaire des eaux, permettant de porter sa capacité de production à 60.000 mètres cubes par jour.

La mise en place du traitement tertiaire permettra également d'élargir la gamme des produits agricoles pouvant être irrigués avec ces eaux, notamment les cultures maraîchères, a précisé la même source. Par ailleurs, une étude portant sur l'extension du périmètre irrigué sur une superficie supplémentaire de 2.500 hectares a été achevée. Cette extension sera alimentée à partir du barrage de Bougherara, à hauteur de 15 millions de mètres cubes

d'eau par an, selon la même source. A noter que la wilaya de Tlemcen compte trois périmètres d'irrigation agricole : le périmètre irrigué de Maghnia, qui s'étend sur 4.500 hectares, celui de Hennaya, d'une superficie de 912 hectares, ainsi que le périmètre "Tafna-Isser", qui couvre une superficie totale de 6.490 hectares, dont 1.714 hectares dans la wilaya d'Aïn Temouchent et 4.776 hectares dans la wilaya de Tlemcen.

APS

TIMIMOUN

Ouverture à la circulation d'un tronçon de la RN-51

Un tronçon de la route nationale RN-51 dépendant sur 15 km de la localité d'Oufrane, dans la wilaya de Timimoun, à la limite administrative avec la wilaya d'Adrar, a été ouvert à la circulation, après l'achèvement des travaux de réhabilitation et d'entretien, à-on avis dimanche auprès de la direction locale des travaux publics (DTP). Retenue dans le cadre d'un programme de renforcement et de modernisation du réseau

routier de la wilaya, cette opération permettra d'améliorer la fluidité de la circulation et d'assurer la sécurité routière, a affirmé le directeur du secteur, Abdelaziz Messaoud. Les travaux ont porté notamment sur la réhabilitation de la chaussée et son revêtement, en vue d'éliminer les "points noirs", d'améliorer l'état de la route et de garantir de meilleures conditions de circulation aux usagers, at-il expliqué.

Cet axe routier revêt une grande importance, en matière de réduction du temps de trajet et de facilitation du transport des marchandises entre Timimoun et d'autres wilayas du Sud, contribuant ainsi à la dynamisation des échanges commerciaux et à l'accompagnement des exploitations agricoles situées dans les zones avoisinantes, selon la DTP.

APS

TIARET

Ouverture de sept marchés de proximité dédiés à la vente des fournitures scolaires

Sept marchés de proximité dédiés à la vente des fournitures scolaires ont été ouverts, dimanche dans la wilaya de Tiaret, afin de permettre aux familles d'acquérir les différentes fournitures scolaires à des prix compétitifs, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a indiqué le directeur du commerce intérieur et de la régulation du marché national, Abdelhakim Sayeh. Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'ouverture du marché de proximité à la Maison de la culture et des arts "Ali Mâachi", au chef-lieu de wilaya, sous la supervision du Secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion de ses affaires, Rabah Mourad Yezza, M. Sayeh a précisé que ces marchés proposent différentes fournitures scolaires, notamment les articles scolaires, les livres, les cartables et les tabliers, et que leur activité se

poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre. Cette manifestation commerciale réunit 42 exposants, principalement des grossistes spécialisés dans les fournitures scolaires, qui proposent leurs produits à prix réduits, ainsi que des artisans locaux spécialisés dans la confection et la fabrication de tabliers et de cartables. Le Centre de wilaya de distribution et d'édition pédagogique participe également à cette manifestation en mettant à disposition les manuels scolaires destinés aux différents paliers d'enseignement. Ces marchés sont répartis entre les communes de Tiaret, Sougueur, Frenda, Rahouia, Mahdia, Mechraâ Safa et Medroussa, permettant ainsi aux habitants de ces régions et des communes avoisinantes d'acquérir les fournitures scolaires dans des conditions favorables et à des prix accessibles aux différentes caté-

gories de la population. De son côté, le Secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion de ses affaires a salué la mobilisation des commerçants, des artisans et des différents organismes pour la réussite de cette manifestation, qui vise à accompagner les familles, notamment celles au revenu limité, et à leur permettre d'acquérir les fournitures scolaires de leurs enfants à des prix raisonnables et dans de bonnes conditions. Le responsable a souligné qu'une partie importante des produits exposés est fabriqué localement, mettant en avant leur qualité et leur diversité, ce qui contribue à renforcer la participation des producteurs et artisans locaux à la satisfaction des besoins du marché à l'occasion de la rentrée scolaire.

APS

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

8^e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)

Dans leur lutte anticoloniale, les colonisés se sont battus pour leur dignité humaine. Humains ils étaient comme leur colonisateur. Ils se battaient pour une égale liberté avec ceux qui prétendaient les dominer. Mais avec la fin de ce combat, un autre les attend, non plus celui d'être semblables aux ex-colonisateurs, mais celui d'être semblables et différents, celui de pouvoir s'autogouverner, de suivre leur propre voie, de cultiver leur propre tradition. Ils ne peuvent autrement obtenir une égale liberté avec ceux qui les avaient dominés. À l'ère de l'imitation (« nous pouvons imiter ») doit succéder celui de l'innovation (« nous devons innover »). Par exemple, au communisme de la Chine a succédé l'économie de marché socialiste puis le socialisme aux caractéristiques chinoises. Imiter sans renoncer à être soi-même conduit à innover.

Instituer des rapports non dichotomiques

Le processus de construction par le haut de la société s'adapte avec les évolutions technologiques. La démocratie parlementaire n'a pas remis en cause cette construction par le haut, elle l'a aménagé, grâce au nouveau pouvoir des travailleurs qu'ont rendu possible les premières révolutions industrielles et la concentration de travailleurs. Premières révolutions industrielles qui ont elles-mêmes rendu possible la conquête du monde par la surproduction et l'embrièvement des travailleurs par la consommation. Une sorte de construction par le haut sans la remettre en cause grâce à la séparation des domaines du civil et du militaire, du politique et de l'économie qui renvoyaient aux deux monopoles de la violence et de la propriété. Le rapport asymétrique du capital et du travail, de la société armée de ses multiples capitaux et celle qui en est démunie, est toujours là. Rapport planétaire et rapport local se codéterminant, la domination du monde a rendu possible la coopération de classes. L'inégalité du monde faisant l'égalité de certaines sociétés.

Avec les nouvelles révolutions industrielles, une autre configuration de pouvoir se met en place dans le cadre de cette construction par le haut de la société. Le pouvoir des travailleurs et des propriétaires humains change, il se réfugie davantage dans la partie supérieure de la société. Les travailleurs et artefacts non humains font irruption dans les relations sociales, se modifient alors la structuration des collectifs humains et des rapports de force. Ce modifie la société. C'est là l'occasion de dangers et d'opportunités. Dangers pour les anciennes infrastructures, opportunités pour les nouvelles. Opportunités pour les sociétés émergentes qui pourront se



saisir des nouvelles technologies. Ce sont avec ces nouvelles révolutions que les économies émergentes pourraient créer de nouvelles chaînes de valeur qu'elles pourraient maîtriser. À l'aube de ces nouvelles révolutions technologiques, il ne s'agit plus de rattraper, de remonter des chaînes de valeur, mais d'innover. Les infrastructures, les organisations seront différentes de celles des premières révolutions.

À l'échelle planétaire, la classe des propriétaires extrait son profit/sa rente du travail des humains et des autres êtres. Le profit capitaliste est une rente d'une nature particulière, il est celui extrait de tout travail, de toute énergie et de tout savoir, humain et non humain. La pensée chrétienne et marxiste est affectée d'un biais anthropocentriste. La plus-value, la valeur ajoutée, ne sont pas le produit du pur travail humain, mais du travail humain et non humain. À l'énergie humaine s'est substituée celle non humaine, au savoir est en train de se substituer un savoir non humain[8], de par leur supériorité. Dans la trajectoire mondiale actuelle, le cerveau de la société est en train d'achever son extériorisation, il passe des humains aux non-humains. Il faut plus ou moins de travail humain et de travail non humain pour extraire de la valeur de tout travail. Dans la trajectoire des anciennes révolutions, il faudra de moins en moins de travail humain, de plus grande et de toute autre qualité. Dans les anciennes sociétés situées au sein de cette trajectoire, l'inégalité du monde ne fait plus l'égalité de ses sociétés. Par ailleurs, ce déclin du travail humain dans la production remet au-devant de la scène le problème des matières premières. La guerre pour leur contrôle redevient d'actualité. Les économies émergentes ne doivent pas rester dans cette trajectoire avec une problématique de rattrapage, elles doivent anticiper la nouvelle trajectoire qui fera l'égalité dans leur société. Elles disposent d'un fort avantage concurrentiel, elles sont moins chargées de coûts irrécupérables. Reste à savoir si elles auront le courage de s'en emparer.

L'externalisation du cerveau social poussée par la compétition mondiale est probablement inévitable, le problème sera de savoir si cela aboutira à une rupture, à une prolétarianisation complète de la société ou à une nouvelle unité de la société entre humains et non-humains. L'Occident est pris dans l'opposition humains-êtres autres qu'humains, il continue à opposer société humaine aux êtres qu'humains (êtres naturels et artefacts) qui le conduit à craindre un renversement de l'opposition. Pour les pays émergents, sortir de cette opposition est plus facile, mais en auront-ils la volonté ? L'aversion au risque est grande.

La nature purement rentière de notre société est le résultat du processus d'institutionnalisation qu'elle a choisi en séparant nature et société, État et société. La société est hors nature, son interaction avec la nature consiste à lui prendre sans lui rendre ; elle est hors économie, de son rapport externe à la nature, elle a un rapport externe à la production mondiale qu'elle importe pour sa consommation. Ses rapports de production sont des rapports de distribution. Elle en a désormais l'expérience, l'heure devrait être au bilan.

Le processus d'institutionnalisation est en prise avec une histoire. La nature rentière de la société renvoie aussi à l'histoire du rapport du capital et du travail qui n'est pas sans rapport avec celui de la nature et de la société. Le processus de production a pu extraire une rente du travail non humain, mais pas un profit de celui humain. Il n'a pu s'autoriser une telle extraction étant donné sa dépendance au sentier (l'anticolonialisme de la société a empêché la reproduction de la position des colons dans la société et son occupation par une minorité sociale, ce qui a donné lieu au rejet d'une monopolisation de la propriété par une classe sociale) : pas de rapport d'exploitation capitaliste du travail, mais malheureusement pas non plus de rapport complémentaire du travail et du capital du fait du processus d'institutionnalisation qui

les a séparés.

On ne pourra pas réfléchir collectivement si l'on continue de penser dans le cadre de ces séparations entre nature et société, civil et militaire, économie et société, État et marché. Dans les sociétés postcoloniales, ces séparations n'ont pas eu la productivité qui en a été attendue comme ce fut le cas dans le passé des sociétés occidentales. Car les États européens et leurs classes dominantes ont réussi à faire nation dans le cadre des premières révolutions industrielles ; avec les nouvelles révolutions industrielles, les séparations ne font plus cohésions, elles font disjonctions, la nature et le marché s'émancipent de la société et se retournent contre elle. Il faudra remettre progressivement la société dans la nature, pour y vivre en harmonie, dans le marché pour lui insuffler la coopération sociale. Il faudra remettre la société dans l'économie pour que celle-ci ne soit pas sous le contrôle d'une classe sociale. Il faudra remettre l'État dans la société, pour aligner les règles formelles et informelles du jeu social, l'État dans le marché comme stratégie et secondairement comme producteur, pour aligner les incitations et les anticipations.

En guise de conclusion

Instaurer un système institutionnel autonome suppose qu'il soit le produit d'un processus institutionnel endogène. Le processus d'institutionnalisation s'ancre dans des croyances sociales partagées. L'institution n'est pas celle qui impose des règles de fonctionnement, mais celle dont les règles s'auto appliquent. Pour enraciner un système institutionnel dans un processus d'institutionnalisation, pour produire un système institutionnel autonome en mesure d'évoluer, il faut enraciner les règles formelles dans les règles informelles qui expriment les croyances partagées des agents. Il faut remettre l'expérience sociale au premier plan au travers de laquelle les croyances peuvent évoluer, s'adapter, s'améliorer. On ne peut pas dissocier expérience et croyances, les croyances sont celles d'une expérience. Si on imite une expérience étrangère, c'est pour améliorer une autre expérience qui lui est étrangère, et pour ce faire l'imitation doit être aussi innovation. Les sociétés postcoloniales sont obligées d'innover en imitant pour pouvoir adapter un système institutionnel à leur contexte. Mais parce que ce n'est pas le processus institutionnel endogène qui l'importe et l'adapte, l'innovation n'améliore pas l'expérience institutionnelle, la société importatrice doit par contre faire aux croyances du système institutionnel adopté qui tendent à s'imposer. Les sociétés postcoloniales se retrouvent dans une situation paradoxale et sans issue : elles ont importé un système institutionnel et doivent combattre ses valeurs.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

IRAK
Rebond des exportations de pétrole en Aout 2026

Les exportations de brut irakien ont atteint une moyenne de 2,3 millions de barils par jour au mois d'août, en hausse de 70 % par rapport à juillet (1,35 millions de b/j). Un pic de 3 millions a été atteint le 25 août, plus haut volume depuis le début du conflit fin février, proche du niveau habituel de 3,5 millions deb/j. Ce rebond a été rendu possible par la relative accalmie dans le détroit d'Hormuz, des autorisations de passage délivrées au cas par cas par les autorités iraniennes, ainsi que par les décotes d'environ 30 USD par baril accordées par l'Irak sur son brut, qui permettent d'attirer les négociants internationaux. A l'inverse, les exportations vers le port turc de Ceyhan sont restées stables, de l'ordre de 150 000 à 180 000 b/j. Le ministère du pétrole a par ailleurs indiqué vouloir développer sa propre flotte de pétroliers, dont le nombre est actuellement limité à 6 navires, ce qui permettrait aux autorités irakiennes d'acheminer elles-mêmes le brut vers les acheteurs (ventes free-on board), sans avoir à recourir à un intermédiaire. En parallèle, les autorités irakiennes ont affiché au cours des dernières semaines leur ambition de décupler les capacités de production de pétrole à long terme, le Premier Ministre irakien évoquant désormais un objectif de production de 10 millions de b/j à horizon 2030.

Agence

JORDANIE
S & P maintient la note souveraine à «BB-»

Standard & Poor's (S&P) maintient la note de crédit à long terme de la Jordanie à BB- avec perspective stable. Selon le rapport, publié le 28 août, cette décision reflète la relative stabilité de l'environnement macroéconomique dans le Royaume malgré la situation régionale dégradée, une résilience résultant du réacheminement d'une partie des échanges commerciaux vers la Jordanie, des transferts de la diaspora et du soutien continu des partenaires bilatéraux (4 Mds USD prévus en 2026, dont 2,1 Mds USD de soutien américain). S&P anticipe une croissance du PIB de +2,5 % en 2026 (contre 3 % dans le rapport de février dernier), et les grands projets d'infrastructure nationaux devraient y contribuer à hauteur de 0,3 point de pourcentage. En outre, le secteur manufacturier (17 % du PIB) consolide sa position de levier clé de la croissance, en raison en partie de son potentiel pour la reconstruction en Syrie. Enfin, le niveau élevé de dette publique et la hausse du déficit courant restent des défis majeurs. Ces projections reposent sur l'hypothèse que la situation régionale ne connaîtra pas de nouvelle détérioration et que ses effets négatifs ne se prolongeront pas davantage.

R.I

GAZ NATUREL

L'Égypte retrouve un peu d'air avec l'entrée en production de Fayoum-4

Après plusieurs années de recul de sa production gazière, l'Égypte doit composer avec une demande élevée et un recours accru aux importations de GNL. Le pays cherche désormais à restaurer ses volumes domestiques.

Synthèse Rédaction Internationale

En Égypte, BP a annoncé le lundi 31 août, la mise en production le puits gazier Fayoum-4 dans la concession West Nile Delta, en Égypte. Lancé près de deux ans avant le calendrier initial, le puits injecte environ 80 millions de pieds cubes de gaz par jour dans le réseau national. Cette nouvelle production intervient alors que le pays cherche à ralentir le recul de son offre domestique de gaz, devenue insuffisante pour couvrir une demande en constante progression. Le démarrage anticipé de Fayoum-4 résulte d'une solution technique destinée à accélérer son développement. BP a notamment foré une dérivation à partir d'un puits existant jusqu'à environ 3 000 m de profondeur afin d'atteindre de nouveaux réservoirs du Messinien. En s'appuyant sur le gazoduc Giza-Fayoum et les installations de traitement déjà en service dans la région, l'opérateur a évité la construction de nouvelles infrastructures sous-marines et réduit d'environ deux ans le délai nécessaire pour mettre le gaz en production. Cette accélération répond à un enjeu de-

venu prioritaire pour Le Caire. Depuis 2021, la production nationale de gaz a reculé d'environ 30 %, principalement en raison du ralentissement du champ offshore Zohr, longtemps principal pilier de l'approvisionnement du pays. Au cours de l'exercice 2025-2026, elle est descendue sous 4,4 milliards de pieds cubes par jour et devrait s'établir autour de 4,2 milliards cette année. Dans le même temps, la consommation poursuit sa progression. Lors des pics estivaux, les besoins peuvent atteindre jusqu'à 7,2 milliards de pieds cubes par jour. Le gaz représente environ 52 % du mix énergétique égyptien et demeure le principal combustible des centrales électriques. Ce déséquilibre entre l'offre locale et la demande a conduit l'Égypte à redevenir importatrice nette de gaz naturel liquéfié en 2024, après avoir atteint l'autosuffisance en 2018. Cette dépendance se traduit par un coût croissant pour les finances publiques. La facture des importations de gaz est passée d'environ 560 millions USD avant la crise régionale au Moyen-Orient à près de 1,65 milliard USD en mars pour des volumes comparables. Afin de réduire son exposi-

tion au marché spot, Le Caire négocie actuellement des contrats d'approvisionnement de trois à cinq ans avec Shell, TotalEnergies et BP entre autres. La société publique du gaz (EGAS) a également sécurisé des accords pouvant représenter jusqu'à 290 cargaisons de GNL sur trente mois, auxquels s'ajoute un accord avec le Qatar portant sur jusqu'à 24 cargaisons destinées à la prochaine saison estivale. Dans ce contexte, les volumes apportés par Fayoum-4 restent limités face à un déficit estimé entre 2,5 et 3 milliards de pieds cubes par jour pendant les périodes de forte consommation. Ils illustrent néanmoins la stratégie engagée par les autorités pour restaurer progressivement la production nationale. La semaine dernière, le ministre du Pétrole Karim Badawi a présenté un plan quinquennal visant une hausse de 20 % des activités d'exploration et de production, tandis qu'EGAS a lancé un programme de 117 millions de dollars consacré au forage de 36 nouveaux puits. Les autorités estiment toutefois que les importations de GNL resteront nécessaires au moins jusqu'en 2029 ou 2030.

5G EN TUNISIE

Près de 370 000 abonnements FWA, 6 % des activations génèrent plus de la moitié des revenus data

L'Instance nationale des télécommunications (INT) vient de publier ses indicateurs clés post-lancement de la 5G, arrêtés à juillet 2026. C'est sur le FWA que la progression est la plus spectaculaire. Au lancement de la 5G en février 2025, le parc comptait 9 425 abonnements. Il atteignait 91 414 abonnements en juillet 2025, puis 369 984 en juillet 2026. Le parc a ainsi été multiplié par un peu plus de quatre en un an et par plus de 39 depuis février 2025. L'INT chiffre à environ 278 600 le nombre d'abonnements supplémentaires sur douze mois. L'INT mesure un parc d'abonnements, et non un nombre de personnes. Un même client peut détenir plusieurs abonnements, tandis qu'une même connexion peut être utilisée par plusieurs membres d'un foyer ou d'une entreprise. Les 369 984 abonnements recensés ne permettent donc pas de déterminer directement combien de personnes utilisent le FWA. La croissance mensuelle reste soutenue, même si son rythme en pourcentage est désormais plus faible qu'au début de la phase d'expansion. Après +19 % en août 2025, +25 % en septembre et +19 % en octobre, la progression atteignait encore

+14 % en janvier 2026. Depuis février, elle évolue dans une fourchette comprise entre +6 % et +9 %, avec +6 % en juillet. Cette baisse du taux de croissance ne signifie pas mécaniquement que les gains en nombre d'abonnements diminuent. Les +6 % de juillet 2026 correspondent à environ 21 500 abonnements supplémentaires, contre environ 17 100 pour les +19 % enregistrés en août 2025. Ces écarts sont calculés par la rédaction à partir des niveaux publiés par l'INT. Résultat : une progression relative de 6 % peut aujourd'hui représenter davantage d'abonnements supplémentaires qu'une hausse de 19 % un an auparavant.

363 Go consommés en moyenne chaque mois

La consommation mensuelle moyenne de data fixe FWA s'établit à 363 Go par abonnement en juillet 2026, contre 360 Go en juillet 2025, soit une progression de seulement 0,8 % en un an. Sur la période, la consommation mensuelle évolue généralement entre 338 et 376 Go. Février 2026 affiche un niveau inférieur, à 311 Go, mais ce mois ne compte que 28 jours. Ramenée à une moyenne quotidienne, la différence est

beaucoup moins spectaculaire : environ 11,6 Go par jour en janvier, 11,1 Go en février et 11,7 Go en mars. Cette moyenne ne permet toutefois ni de connaître le nombre d'utilisateurs par abonnement, ni de déterminer précisément les usages qui composent cette consommation. La stabilité relative de la consommation moyenne indique que l'augmentation du volume agrégé de données FWA s'explique principalement par l'élargissement du parc plutôt que par une hausse de la consommation moyenne de chaque abonnement. En multipliant le nombre d'abonnements par la consommation moyenne, le volume mensuel correspondant passe d'environ 32,9 millions de Go en juillet 2025 à 134,3 millions de Go en juillet 2026, soit un volume environ 4,1 fois supérieur. Le nombre d'activations recule d'un mois de juillet à l'autre : 38,3 millions en juillet 2024, 36,7 millions en juillet 2025 et 31,7 millions en juillet 2026. L'INT relève une baisse de 17 % par rapport à 2024 et la met en relation avec une migration des usages vers des forfaits à plus gros volume.

Agence

SÉNÉGAL

Dakar promet d’honorer son eurobond du 13 septembre, malgré l’entrée en restructuration

Le Sénégal engage une restructuration de près de 5 milliards de dollars d'eurobonds sous supervision du FMI, tout en promettant d'honorer son coupon du 13 septembre, une première dans le Cadre commun du G20.

Par Rédaction Internationale

Le Sénégal a dévoilé mardi 1er septembre un programme de sauvetage négocié avec le Fonds monétaire international (FMI), qui devrait déboucher sur la restructuration de près de 5 milliards de dollars d'eurobonds. Mais dans l'immédiat, Dakar entend rassurer les marchés. Le pays continuera d'honorer ses engagements, « pour le moment », a précisé jeudi le directeur de la dette publique au ministère des Finances, Alioune Diouf (photo), lors d'un point presse. Cela inclut le paiement d'un coupon d'eurobond attendu le 13 septembre. Cette annonce détonne par rapport aux précédents. Les trois pays ayant déjà eu recours au Cadre commun du G20 pour restructurer leur dette — la Zambie, le Ghana et l'Éthiopie — avaient tous cessé de servir leur dette, y compris en faisant défaut sur leurs obligations en dollars, le temps des négociations.

Un test pour le Cadre commun réformé

Le processus sénégalais s'annonce comme un cas d'école pour une version « améliorée » du Cadre commun, selon les mots du ministre des Finances Cheikh Diba, adressés aux investisseurs. Parmi les ajustements : des délais raccourcis, un partage d'informations plus précoce et des discussions menées en parallèle avec les différentes catégories de créanciers plutôt que de façon séquentielle. Une réunion d'information, organisée sous l'égide du FMI, doit ainsi réunir pour la première fois en six ans d'existence du dispositif les créanciers multilatéraux, bilatéraux officiels et privés autour d'une même table, une fois les travaux techniques sur la soutenabilité de la dette suffisamment avancés.

Des zones d'ombre subsistent

Dakar a précisé que la dette libellée en francs CFA serait exclue de toute restructuration.

Reste une incertitude de taille : le sort des total-return swaps, ces instruments assimilables à de la dette, contractés notamment auprès de First Abu Dhabi Bank et d'Africa Finance Corporation et adossés à des emprunts en monnaie locale. Ni la banque émiratie ni l'institution panafricaine n'ont souhaité commenter. L'absence de monnaie nationale propre prive par ailleurs le Sénégal d'un amortisseur classique : contrairement à la Zambie, au Ghana ou à l'Éthiopie, il ne pourra pas dévaluer pour soutenir ses exportations, ce qui reporte davantage le poids de l'ajustement sur le plan budgétaire. Le pays évolue toutefois dans un espace communautaire dont les fondamentaux restent relativement solides : les réserves de change de l'UEMOA sont estimées à plus de 38 milliards de dollars, soit environ six mois de couverture des importations, et le franc CFA reste arimé à parité fixe avec l'euro.

POUR DÉSENCLAVER LES ZONES RURALES

Le Parlement ougandais approuve un financement de 241 millions \$

L'Ouganda cherche à renforcer la connectivité de ses zones rurales en remédiant aux insuffisances de son réseau routier. Ce projet, selon le gouvernement, devrait faciliter l'accès aux marchés et aux services essentiels aux communautés rurales. Le Parlement ougandais a approuvé un financement pouvant atteindre 207,75 millions d'euros (environ 241,28 millions USD) pour la construction et la réhabilitation de l'axe routier Jinja - Mbulamuti - Kamuli - Bukungu.

L'information émane d'un communiqué du ministère des Finances ougandais publié le jeudi 3 septembre. Le projet doit renforcer la mobilité des communautés rurales de la région de Busoga, et faciliter leur accès aux marchés, aux soins et à l'éducation. Le financement, qui sera mobilisé auprès de Citi Bank et d'autres institutions financières, couvrira la conception et la construction de 127 km de routes, dont 10 km de voiries dans la ville

de Jinja. Il permettra également de financer l'indemnisation des propriétaires fonciers concernés et la supervision des travaux. L'investissement survient alors que l'état du réseau routier en Ouganda reste un frein à la mobilité dans les zones rurales. Selon le FMI, 53 % de la population rurale avait accès à une route praticable toute l'année. Le projet devrait également constituer une alternative de transport entre le nord et le sud de l'Ouganda, en renforçant la circulation

des personnes et des marchandises dans la région de Busoga. L'initiative s'inscrit dans un effort plus large du gouvernement pour développer les infrastructures de transport. Selon le ministre des Finances Henry Musasizi, 8 790 milliards de shillings ougandais, soit environ 2,33 milliards USD, devraient être consacrés aux projets de transport au titre de l'exercice budgétaire 2026/2027.

R I.

MANGANÈSE
Un projet de transformation locale de 100 millions \$ s’annonce en RDC

Longtemps cantonnés aux premières étapes de la chaîne minière, les pays africains se tournent de plus en plus vers la transformation locale de leurs ressources. Portée par des réformes et des incitations aux investisseurs, cette trajectoire gagne du terrain, du Zimbabwe à la RDC. La Société commerciale La Minière de Kisenge Manganèse (SCMK-Mn), détenue à 100 % par l'État congolais, d'après les données de la Cellule technique de coordination et de planification minière (CTCPM), projette de se lancer dans la transformation locale du manganèse en dioxyde de manganèse électrolytique (MnO₂). Ce composé chimique est utilisé dans plusieurs technologies de piles et de batteries. Pour concrétiser cette ambition, la société recherche un partenaire privé afin de développer une unité industrielle à Kisenge, dans le Lualaba, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), selon le portefeuille de projets publié en juillet par l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI). Le recours au PPP est justifié par la volonté de réunir les capacités des secteurs public et privé. Selon le document, ce montage doit permettre de combiner l'agilité et l'expertise technologique du partenaire privé, jugées nécessaires à la réussite d'un projet industriel complexe et risqué. Le coût total est estimé à 100 millions de dollars. Le partenariat envisagé serait conclu pour une durée comprise entre 20 et 30 ans. Dans ce cadre, la société publique attend du partenaire intéressé une contribution au développement de l'unité industrielle, aussi bien sur les aspects financiers que techniques. Le projet couvre plusieurs étapes, allant de la conception et de la construction jusqu'à l'exploitation, la maintenance et la gestion des services. Le document ne précise toutefois pas si les études de faisabilité ou les autres études techniques nécessaires au développement du projet ont déjà été réalisées.

Agence

MAURICE

L’Union africaine lancera son agence de notation le 7 octobre

Lancée dans le cadre des efforts visant à mieux refléter le risque de crédit africain, la future agence devra s'imposer face aux acteurs internationaux tout en garantissant son indépendance. Son implantation à Maurice marque une nouvelle étape dans les ambitions du continent en matière de souveraineté financière. L'Afrique s'apprête à franchir une nouvelle étape dans sa volonté de corriger ce qu'elle considère comme une mauvaise appréciation de son risque de crédit. L'Union africaine a annoncé le lancement officiel, le 7 octobre à Maurice, de l'African Credit Rating Agency, ou AfCRA. L'agence sera basée à Maurice, retenue comme juridiction principale après un processus de sélection conduit sous l'égide du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). L'Union africaine avait déjà confirmé en février que

Port-Louis accueillerait le siège de la future institution et appelé les autres États intéressés à se porter candidats pour accueillir des implantations secondaires. AfCRA doit fournir des notations souveraines et d'entreprises présentées comme mieux adaptées aux réalités économiques africaines. Le projet repose sur un constat régulièrement formulé par plusieurs gouvernements du continent. Les méthodologies et évaluations de Fitch, Moody's et S&P contribueraient à amplifier la perception du risque africain et, par ricochet, le coût de l'endettement. Selon le PNUD, certains gouvernements africains peuvent payer jusqu'à quatre fois plus cher pour emprunter que des pays comparables d'autres régions. L'organisation estime qu'une amélioration des méthodologies et de la qualité des notations pourrait réduire les coûts d'emprunt de 50 à 100 points de base,

soit jusqu'à 5 milliards de dollars d'économies par an pour les États africains. Mais la création d'AfCRA répond aussi à des fragilités internes. La perception du risque africain tient également à la qualité parfois inégale des statistiques publiques, au manque de transparence et aux difficultés de coordination entre administrations. Le MAEP a lui-même relevé ces lacunes dans plusieurs de ses travaux. Dans cette perspective, AfCRA pourrait moins être un concurrent frontal de Fitch, Moody's et S&P qu'un catalyseur de transparence et de meilleure information financière. Ses analyses pourraient aussi fournir aux grandes agences internationales des données et une lecture plus fine des économies africaines. L'Union africaine affirme toutefois ne pas vouloir créer une agence de complaisance. Le dispositif retenu prévoit une structure détenue par des acteurs afri-

cains mais pilotée par le secteur privé, avec une gouvernance indépendante des États. Le MAEP insiste sur le fait que l'objectif n'est pas d'attribuer de meilleures notes aux pays africains, mais de produire des évaluations jugées plus contextualisées et plus précises. L'agence doit également être enregistrée et agréée par la Financial Services Commission de Maurice. Des travaux ont parallèlement été engagés pour identifier d'autres juridictions susceptibles d'accueillir des filiales régionales. Le véritable test commencera après le lancement. Pour peser face aux trois grandes agences de notation internationales, AfCRA devra convaincre investisseurs, banques et gestionnaires d'actifs que ses méthodologies sont robustes, transparentes et comparables aux standards internationaux.

Synthèse R I.

POINT-MARCHÉS

L’Europe hésite, la BCE sous les projecteurs

90 minutes après l'ouverture de la séance, les Bourses européennes évoluent sans direction claire. Les tensions s'intensifient toujours au Moyen-Orient entre les Etats-Unis et l'Iran, renforçant la nervosité des marchés. La semaine sera notamment marquée jeudi par la décision de politique monétaire de la BCE.

Les prochaines annonces de l'institution de Francfort devraient apporter des prévisions sur la trajectoire des taux d'intérêt et les perspectives économiques en zone euro. Après 10h30, le CAC 40 (0,06%) est quasiment stable à 8 281,20 points, continuant de frôler l'équilibre. Londres, Francfort et Amsterdam cèdent respectivement 0,19%, 0,24% et 0,19%.

Détroit d’Ormuz : l'avertissement iranien

Sur le front géopolitique, hier soir, Mohsen Rezaï, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale en Iran a annoncé qu'il envisageait de déclarer une "zone interdite" près du détroit d'Ormuz. Cette voie maritime stratégique pour le commerce mondial est verrouillée par Téhéran depuis le début du conflit avec les Américains.

"Dans les prochains jours, une zone interdite va être déclarée à l'extérieur du détroit d'Ormuz. Elle commencera sur la ligne du blocus de la marine américaine, et comprendra des secteurs du Golfe. "Tout navire entrant dans cette nouvelle zone sera placé sur une liste de sanctions", a-t-il affirmé.

De son côté, le négociateur en chef iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a menacé hier de ripostes "plus rapides et plus intenses", pour répondre aux attaques américaines. Une déclaration intervenue après que Téhéran a ciblé des navires de guerre américains en réaction aux frappes contre des pétroliers iraniens. La résurgence des combats continue de peser sur les marchés énergétiques et ravive les craintes d'un choc d'offre. Les cours du pétrole fluctuent ce lundi. Après 10h30, le baril de Brent progresse de 0,29% à 96,20 dollars. Le WTI perd 0,36% à 91,05 USD.

BCE : hausse des taux en vue

C'est dans ce contexte pesant que la BCE délivrera ce jeudi sa nouvelle décision de politique monétaire. "Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne procède à la deuxième hausse des taux de cette année, largement anticipée et clairement annoncée, portant le taux de dépôt à 2,5%", a souligné Michael Krautzberger, CIO Public Markets chez AllianzGI, à ce sujet. L'analyste estime que "dans les projections trimestrielles qui accompagneront cette décision, la BCE devrait relever ses prévisions de croissance du PIB de 0,1 point de pourcentage, à 0,9% pour 2026 et 1,3% pour 2027, reflétant la résilience récente de l'économie et l'amélioration des enquêtes de confiance prospectives."

En outre, les prévisions d'inflation globale pourraient reculer de 0,2 point de pourcentage à 2,8% pour 2026 (l'inflation sous-jacente restant inchangée à 2,5%), avant de remonter de 0,3 point de pourcentage à 2,6% pour 2027 (l'inflation sous-jacente restant à 2,5%), car la croissance plus forte, la forte hausse des prix du gaz et la faiblesse de l'euro se répercutent plus lentement qu'une flambée des prix du pétrole.

Soitec en tête du SBF 120

Dans l'actualité des sociétés cotées, TotalEnergies a annoncé la conclusion de plusieurs avancées contractuelles et commerciales majeures pour le projet Papua LNG, marquant des étapes clés vers la décision finale d'investissement. Papua LNG est un projet de production et de liquéfaction de gaz naturel situé en Papouasie-Nouvelle-Guinée. A l'issue de la cession par TotalEnergies d'une partie de sa participation et de l'exercice par l'État de Papouasie-Nouvelle-Guinée de son droit d'entrée, le géant pétrolier français détiendra une participation de 20% dans Papua LNG, aux côtés notamment d'ExxonMobil (34,1%, opérateur).

Par ailleurs, vendredi, Danone a annoncé la finalisation avec succès de l'acquisition de Huel, un acteur de premier plan dans le domaine des solutions de repas complets et équilibrés sur le plan nutritionnel. Un plus grand nombre de consommateurs auront alors accès à une alimentation nutritionnellement complète, pratique et durable. Huel sera consolidé dans les états financiers de Danone à compter du 1er septembre 2026.

Le groupe de services à l'environnement Derichebourg annonce le lancement d'une offre d'un montant principal total de 800 MEUR d'obligations vertes senior, composée d'obligations senior à échéance en 2031 et d'obligations senior à échéance en 2033. Il est prévu que le produit brut de l'offre soit utilisé à diverses fins, si celle-ci est réalisée. Il servirait notamment à rembourser les sommes tirées au titre du contrat de crédit relais relatif à l'acquisition de 100% du capital social de Scholz Holding GmbH et de 80% du capital social de Scholz Recycling GmbH.

De son côté, Soitec (5,77%) occupe la première place ce lundi matin du SBF 120 grâce à Jefferies. Tout en réaffirmant son opinion "sous-performance", le bureau d'études relève son objectif de cours sur Soitec de 85 à 98 EUR, dans le sillage du relèvement, par le fournisseur de matériaux pour semi-conducteurs, de ses objectifs de chiffre d'affaires la semaine dernière. "Soitec a de nouveau relevé sa prévision de croissance du chiffre d'affaires du 2e trimestre de l'exercice 2027 à environ 50% en rythme annuel, et prévoit que le chiffre d'affaires de Photonics-SOI pour l'exercice 2027 sera de 2,5 à 3,0 fois supérieur à celui de l'exercice 2026", rappelle le broker américain.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 07 Septembre 2026 Valeur : 09 Septembre 2026				
BASE	DEVICES			
1	USD	US DOLLAR		133.1925 133.2075
1	EUR	EURO		154.4234 154.4674
1	GBP	POUND STERLING		179.7470 179.8157
100	JPY	JAPANESE YEN		85.3196 85.3347
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8416 19.8465
1	CHF	SWISS FRANC		164.1110 164.1700
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0500 96.0816
1	DKK	DANISH KRONE		20.6670 20.6725
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9029 13.9062
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2952 14.2988
1	AED	UAE DIRHAM		36.2616 36.2687
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4688 35.4766
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7105 433.9007
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.4319 45.8885
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2524 14.2540
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9304 21.0375
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3248 3.3352
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.7337 182.7337

BOURSE ZURICH

Le SMI continue d’évoluer dans le rouge

La Bourse suisse continuait d'évoluer dans le rouge lundi à l'approche de la mi-journée, freinée par les tensions au Moyen-Orient et les prix élevés de l'énergie. Aux Etats-Unis, Wall Street restera fermée ce lundi en raison d'un jour férié, le Labour Day. "A la réouverture des marchés américains demain, l'attention se portera sur l'inflation américaine, seule donnée capable de confirmer ou de remettre en cause le scénario d'un relèvement

des taux dès septembre", a souligné l'analyste John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. Les chiffres de l'inflation américaine seront publiés vendredi, à moins d'une semaine de la réunion de la Fed du 16 septembre. "La question essentielle n'est pas de savoir si les taux vont augmenter, mais dans quel contexte cette hausse interviendra. Une Fed réagissant à la vigueur de l'économie américaine diffère considérablement d'une Fed réagissant à des pro-

blèmes d'inflation", a nuancé de son côté Mark Haefele, directeur des investissements chez UBS Global Wealth Management. Par ailleurs, Le niveau élevé des prix de l'énergie maintient les places européennes sous pression, les économies du Vieux Continent restant de grandes importatrices d'hydrocarbures. "L'escalade des tensions au Moyen-Orient et les informations faisant état d'attaques réciproques de navires entre les États-Unis et l'Iran dans le

détroit d'Ormuz maintiennent les prix de l'énergie sous pression à la hausse", commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote.

Novartis mauvais élève du SMI

En Suisse, le taux de chômage est resté stable en août à 3,0%. La hausse marginale du nombre de chômeurs recensés est ainsi demeurée sans conséquence. A la Bourse suisse, l'indice vedette

SMI plongeait vers 10h40 de 1,19% à 14'224,19 points. Le SLI glissait de 1,03% à 2275,73 points. Le SPI quant à lui s'étiolait de 1,08% à 19'987,39 points. Sur les 30 valeurs vedettes, cinq avançaient et vingt-cinq reculaient. VAT Group (+1,1%) gardait jalousement la tête du classement. ABB (+1,0%) et Amrize (+0,5%) complétaient le podium. La médaille en chocolat était attribuée à Geberit (+0,07%).

R I.

EUROPE

La BCE s’apprête à relever ses taux face à une inflation alimentée par l’énergie

La Banque centrale européenne devrait très largement relever ses taux d'intérêt jeudi, privilégiant la prudence alors que la guerre entre les États-Unis et l'Iran continue de pousser les prix du pétrole à la hausse et de raviver l'inflation. Le Brent a progressé au cours du mois dernier, tandis que les prix européens du gaz ont atteint leur plus haut niveau depuis début 2023, selon Reuters.

Les traders ont entièrement intégré une hausse d'un quart de point à 2,5 %, alors que l'inflation de la zone euro est repassée au-dessus de 3 % en août en raison de la hausse des coûts de l'énergie. Des sources ont indiqué à Reuters que la BCE est prête à relever à nouveau ses taux en septembre, faisant écho aux minutes de sa réunion de juillet. Le chef de la macroéconomie mondiale d'ING, Carsten Brzeski, a qualifié le mouvement attendu de hausse de taux d'assurance, ou de hausse de taux dovish pour ceux qui préfèrent ce terme. Les décideurs semblent réticents à signaler de nouvelles hausses après septembre, mais les traders anticipent toujours une forte probabilité d'un nouveau mouve-

ment d'ici décembre et d'un autre l'année prochaine, là encore en raison des coûts de l'énergie. La plupart des économistes interrogés par Reuters pensent que la BCE s'arrêtera après septembre, car de nouvelles hausses pourraient nuire à la croissance économique. Il n'y a pas encore de signes que l'inflation liée à l'énergie s'élargisse ; l'inflation des services a baissé malgré la hausse d'août, et le marché du travail reste atone avec un ralentissement de la croissance des salaires. L'économiste de Commerzbank, Marco Wagner, a noté que les investisseurs se concentreront sur les commentaires concernant les effets indirects et de second tour, et sur la manière dont les prix de l'énergie se traduiront finale-

ment dans l'inflation sous-jacente, compte tenu de la forte incertitude. Les nouvelles projections de la BCE devraient maintenir les prévisions d'inflation et de croissance globalement inchangées, bien que certains anticipent que les estimations du PIB pourraient être légèrement relevées. L'activité des entreprises de la zone euro continue d'afficher une croissance solide, égalant le rythme de juillet, qui était le plus rapide de l'année, selon les données de S&P Global. L'économiste macroéconomique de SEB, Pia Fromlet, a déclaré que la BCE révisera probablement légèrement à la hausse sa prévision de croissance pour 2026.

Agence

ESPAGNE

Croissance du PIB

Selon la 2ème estimation de l'INE, le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,6% au T1 2026 par rapport au trimestre précédent (-0,2 pp par rapport au T4 2025). Ce résultat porte l'acquis de croissance pour 2026 à +1,7% à l'issue du 1er trimestre. La croissance a été portée par la contribution de la demande nationale (contribution de 0,5 point) alors que la consommation privée (+0,6%) et l'investissement (+0,4%) ont été les moteurs de la croissance espagnole. À un moindre degré, la demande externe a également contribué à hauteur de 0,1 point alors que les importations (-1,0%) ont reculé plus fortement que les exportations (-0,6%). Inflation : l'INE a publié sa 2ème estimation pour juin avec une augmentation de l'IPC de 3,2% (identique par rapport à celle de mai). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève à +3,6% en g.a. (identique par rapport à mai) et l'inflation sous-jacente à +2,9 % g.a., -0,1 pp par rapport à celle de mai).

Agence

ARGENTINE

Le pays durcit les sanctions visant le consortium pétrolier de Sea Lion

Le président argentin Javier Milei a annoncé, lors d'une adresse télévisée depuis la Casa Rosada dans la soirée du 3 septembre 2026, un durcissement des sanctions visant les sociétés opérant sur le projet pétrolier offshore Sea Lion, au large des îles Falkland/Malvinas. Les deux principaux actionnaires du consortium entretiennent des liens capitalistiques étroits avec des investisseurs

israéliens, plaçant ce dossier économique au cœur d'un contentieux de souveraineté vieux de plusieurs décennies. Le projet Sea Lion ravive un différend remontant à la guerre de 1982 entre le Royaume-Uni et l'Argentine, dans un climat où le soutien américain à Londres est publiquement mis en doute par l'administration Trump. Ce nouveau durcissement des sanctions

argentines contre le pétrole offshore des Malouines s'inscrit dans un contexte de marchés pétroliers déjà sensibles aux tensions diplomatiques internationales, illustré par le récent recul des cours lié au blocage diplomatique entre Washington et Téhéran. Javier Milei a fait de la revendication argentine sur les îles Falkland/Malvinas un thème rassembleur au-delà des clivages partisans,

saïssant l'occasion pour élargir le dispositif de sanctions. Le gisement Sea Lion, découvert au large de l'archipel il y a plus d'une décennie, est porté par un consortium associant Navitas Petroleum, opérateur israélien coté à la Bourse de Tel-Aviv, et Rockhopper Exploration plc, partenaire minoritaire britannique coté à Londres sur le marché AIM. Plusieurs fonds d'investissement ba-

sés en Israël figurent parmi les principaux actionnaires de Rockhopper, aux côtés de Gideon Tadmor, président du conseil d'administration et cofondateur de Navitas Petroleum. Amit Kornhauser dirige Navitas Petroleum depuis janvier 2022, après avoir occupé des fonctions financières au sein du groupe puis chez Delek Energy.

Agence

300 MILLIARDS DE YUANS POUR LES BANQUES ET LES ASSUREURS D'ÉTAT Pékin reconstitue les réserves de son système financier

Le ministère des Finances chinois a annoncé le 6 septembre 2026 qu'il va émettre prochainement 300 milliards de yuans (environ 38 milliards d'euros) d'obligations spéciales d'État. L'argent servira à renforcer le capital de base de huit entreprises financières contrôlées par l'État, une opération que les analystes qualifient de mesure de prudence plutôt que de sauvetage. Le même jour, les huit groupes ont chacun publié un plan d'augmentation de capital. Au total, 360 milliards de yuans (environ 46 milliards d'euros) vont entrer dans leurs réserves. Le ministère des Finances apporte 300 milliards, et le reste, 60 milliards, vient de la China National Tobacco Corporation et de ses filiales. Les huit entreprises se répartissent en trois familles : deux grandes banques commerciales, quatre assureurs et deux institutions financières à vocation publique. Agricultural Bank of China : émission d'actions destinées au ministère des Finances et au groupe du tabac, pour un maximum de 160 milliards de yuans. Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) : émission d'actions aux mêmes investisseurs, pour un maximum de 100 milliards de yuans. China Life Group : injection directe de 35

milliards de yuans par le ministère des Finances. Export-Import Bank of China : injection directe de 30 milliards de yuans. PICC Group : émission d'actions au profit du ministère des Finances, pour un maximum de 15 milliards de yuans. China Export & Credit Insurance Corporation : injection directe de 10 milliards de yuans. China Taiping : injection directe de 7 milliards de yuans. China Re : émission d'actions au ministère des Finances à 1,33 yuan l'unité, pour un maximum de 3 milliards de yuans. Les deux banques réunies absorbent 260 milliards de yuans, soit plus des trois quarts de l'effort. Les quatre assureurs en reçoivent 60 milliards, et les deux institutions publiques 40 milliards. Pour China Re, l'émission porte le nombre total d'actions de 42,48 milliards à environ 44,74 milliards, une hausse de 5,31 % au plus, et le ministère des Finances s'engage à conserver ses titres pendant cinq ans.

La deuxième vague depuis 2025

Cette opération prolonge un mouvement engagé l'année dernière. En 2025, le ministère des Finances a émis 500 milliards

de yuans d'obligations spéciales pour renforcer le capital de quatre grandes banques : Bank of China, China Construction Bank, Bank of Communications et Postal Savings Bank of China. Ces quatre banques ont levé au total 520 milliards de yuans par émission d'actions, dont 500 milliards souscrits par le ministère des Finances et 20 milliards par d'autres entreprises publiques, notamment China Mobile et China State Shipbuilding. Le rapport sur le gouvernement de 2026 avait déjà prévu l'émission de 300 milliards de yuans d'obligations spéciales pour soutenir le capital des grandes banques commerciales d'État. La nouveauté de septembre est l'élargissement du périmètre : les assureurs et les institutions financières à vocation publique entrent dans le dispositif pour la première fois. La première tranche des obligations de 2026 avait été émise le 22 mai.

Prévenir plutôt que secourir

Les analystes interrogés s'accordent sur un point : ce n'est pas une crise. Les grandes banques et les assureurs restent au-dessus des exigences réglementaires de capital et de solvabilité. La recapitalisation est décrite comme une démarche an-

tipée, qui donne aux banques plus de marge pour prêter, aux assureurs plus de marge pour investir sur le long terme, et à l'État un coussin pour absorber d'éventuelles pertes liées à l'immobilier ou aux dettes locales. Le mécanisme est celui d'un effet de levier : chaque yuan de capital de base permet de démultiplier le crédit accordé. Les 260 milliards de yuans versés aux deux banques pourraient ainsi soutenir plusieurs milliers de milliards de yuans de prêts supplémentaires, orientés vers les infrastructures, la fabrication, l'innovation technologique et la transition écologique. Côté assurance, la hausse de capital répond à la baisse continue des rendements obligataires, qui pèse sur la solvabilité des compagnies, et prépare leur rôle de financeurs de long terme de l'économie. Le calendrier a aussi son importance : septembre est une fenêtre clé pour que la politique macroéconomique prenne effet avant la fin de l'année. La recapitalisation publique s'inscrit dans un contexte de marges d'intérêt en compression et de taux bas, où les banques ont besoin de capital pour continuer à prêter sans fragiliser leur bilan.

R I/Agence

Pourquoi la nouvelle carte du monde adoptée par l'ONU ne va pas changer Google Maps tout de suite

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution par 164 voix contre une. Elle concerne un texte qui encourage le remplacement de la projection de Mercator par des cartes plus fidèles aux superficies réelles des pays. La France a choisi la projection Eckert IV pour ses cartes officielles, et Google Maps ne prévoit aucun changement dans l'immédiat.

Conçue par Gerardus Mercator en 1569 pour les marins européens, la projection qui porte son nom garde les lignes de cap constantes et c'est un atout pour la navigation. Elle est aujourd'hui encore la carte la plus utilisée au monde, des salles de classe aux applications numériques. Sur cette carte, les surfaces sont de plus en plus grandes à mesure que la distance à l'équateur augmente, et l'Afrique prend une taille proche de celle du Groenland, alors que le continent est environ quatorze fois plus grand.

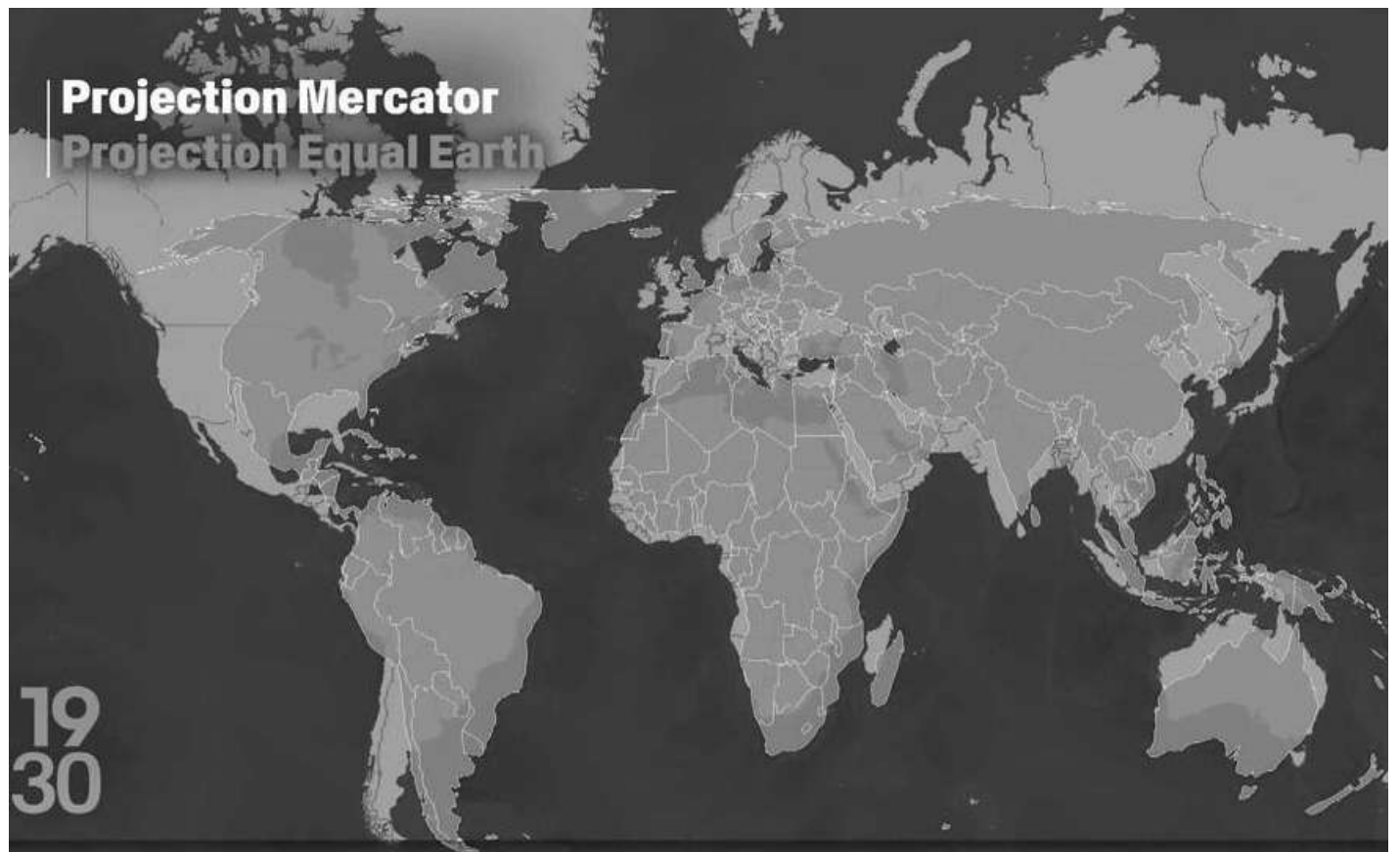
Le Togo a porté cette résolution à l'ONU au nom de l'Union africaine, dans le but de corriger cette distorsion. Les États-Unis ont voté contre, tandis que l'Estonie, la Géorgie, la Lituanie, la Moldavie, la Serbie et l'Ukraine se sont abstenues. La résolution n'a toutefois pas de force contraignante. Elle ne rend la projection de Mercator ni obligatoire ni interdite.

Pourquoi la carte du monde va changer

La résolution recommande l'usage d'Equal Earth, projection équivalente en surface, chaque fois que la taille des territoires importe, dans les écoles, les institutions internationales, les médias et les outils numériques. Elle ne supprime pas la projection de Mercator et n'oblige ni Google ni Apple à modifier leurs cartes.

Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a annoncé que la France abandonnait la projection de Mercator au profit d'Eckert IV pour ses cartes officielles. « Une carte n'est jamais tout à fait neutre », a-t-il précisé, en présentant cette correction comme un exercice de vérité.

Eckert IV et Equal Earth sont différentes dans le détail, mais les deux projections conservent les surfaces au prix



des angles, selon un principe partagé. Les créateurs d'Equal Earth ont d'ailleurs construit leur projection en 2018 à partir d'un mélange entre Eckert IV et une autre projection équivalente, Putnins P4.

Google Maps ne change pas de projection pour l'instant

La résolution ne contraint personne, pas même Google Maps. Pour l'instant, l'application continue d'afficher le monde selon la projection de Mercator, alors qu'un enseignant peut remplacer l'affiche murale de sa salle de classe du jour au lendemain. Google découpe

pourtant le monde en tuiles carrées pour Google Maps depuis 2005. Ce système suppose que chaque image garde une forme carrée à tous les niveaux de zoom, y compris près des pôles, et OpenStreetMap, Bing Maps, Mapbox et Esri utilisent aujourd'hui ce système de tuiles. Or la projection de Mercator conserve les angles à toutes les échelles, et les projections équivalentes comme Eckert IV ou Equal Earth ne partagent pas cette propriété. Le Togo a d'ailleurs précisé que la résolution ne remettait pas en cause l'usage de Mercator pour la navigation maritime et aérienne.

Le texte invite cependant les entreprises qui développent des outils de cartogra-

phie et de géolocalisation à participer au mouvement, et le Togo prévoit d'échanger avec les sociétés qui exploitent des systèmes de cartographie et de GPS. Cette catégorie inclut des services comme Google Maps, et le Togo prévoit aussi de rencontrer les autres États membres de l'Union africaine dans les six prochains mois pour convenir des moyens d'élargir cette adoption. Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise, relie cette campagne aux efforts africains plus larges pour dépasser les héritages de l'ère coloniale, tout en récusant toute charge contre l'Europe.

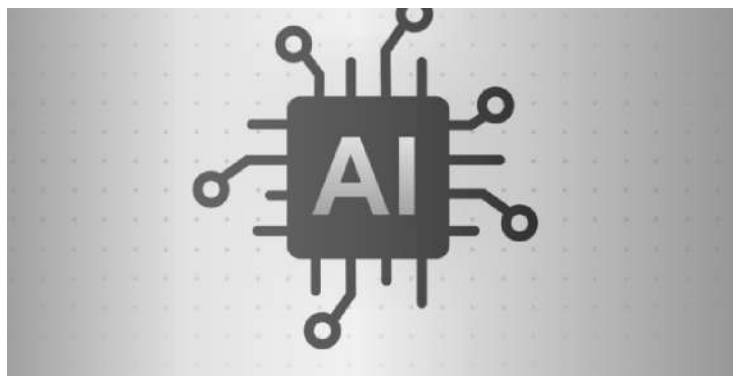
« Le monde change. L'Afrique aussi », a-t-il déclaré à Reuters.

Acheter un assistant IA ne construit pas une compétence IA

Le confort de la boîte noire a un prix : ce que l'entreprise n'apprend pas. John s'occupe du marketing. Lou écrit les contenus SEO. Tom répond au téléphone. Pour augmenter les ventes, les agents ont des prénoms, des métiers, des responsabilités. La promesse est immédiatement compréhensible : ne vous souciez plus de la mécanique, déléguez. C'est efficace. Et c'est précisément là que se situe le sujet.

L'IA arrive dans les entreprises au moment où une partie du marché s'emploie déjà à la rendre invisible. On transforme des modèles, des instructions, des outils, des accès et des règles d'exécution en une interface simple. Le logiciel travaille. L'utilisateur regarde le résultat. Mais utiliser davantage d'IA ne signifie pas nécessairement devenir meilleur avec l'IA.

La boîte noire accélère l'usage, pas l'apprentissage



Pendant quinze ans, le SaaS nous a appris à acheter des fonctionnalités. Un besoin apparaissait, un logiciel venait l'absorber. Certains acteurs appliquent cette logique à une nouvelle génération de tâches : produire du contenu, prospecter, répondre au téléphone, recruter. C'est parfaitement rationnel pour une entreprise qui veut aller vite.

Mais quelque chose change lorsque le logiciel ne se contente plus d'orga-

niser le travail et commence à l'exécuter. La question n'est plus seulement : est-ce que cela fonctionne ? Elle devient : qu'est-ce que l'entreprise conserve lorsqu'elle cesse de l'utiliser ?

Une tâche exécutée peut aussi devenir un actif

Prenons la création de contenu. Après six mois, un assistant a pro-

duit 150 articles. Très bien. Mais l'entreprise possède-t-elle désormais son corpus éditorial ? Les règles qui améliorent un texte ? Les corrections accumulées ? Les sources fiables ? Les critères qui permettent de distinguer un bon résultat d'un mauvais ? Peut-elle remplacer le modèle ? Modifier le workflow ? Brancher une nouvelle source ? Réutiliser cette intelligence ailleurs ? Si oui, chaque exécution enrichit un système. Sinon, elle enrichit surtout l'historique du fournisseur. La différence paraît technique. Elle est patrimoniale.

L'IA change aussi ce qu'un manager doit savoir faire

Il ne s'agit pas de demander à chaque dirigeant de devenir développeur. Il s'agit d'apprendre à décomposer un objectif, formuler une tâche, définir ce qui constitue un résultat acceptable, attribuer les bons accès, déterminer ce qui peut être exécuté seul et ce qui exige une validation humaine. Puis observer les erreurs.

Corriger. Mesurer. Recommencer. C'est moins du prompting que du management. Et cette compétence ne s'acquiert pas complètement lorsque toute la mécanique disparaît derrière le prénom sympathique d'un assistant.

Tout n'a pas vocation à être construit

Une boîte noire reste souvent le meilleur choix pour une tâche générique. Il serait absurde de reconstruire chaque logiciel utilisé par l'entreprise. Mais plus une tâche touche au savoir-faire, aux données, aux décisions ou à l'avantage compétitif, plus la question de la propriété du système devient importante. La prochaine transformation numérique ne consistera donc probablement pas seulement à savoir quels outils acheter. Elle consistera à savoir ce que l'on peut déléguer sans apprendre, et ce que l'on doit apprendre précisément parce qu'on commence à le déléguer.

JAGUAR LAND-ROVER VA MAL

le groupe anglais s'apprête à supprimer 4 000 emplois

Entre Jaguar qui ne vend pour le moment plus de voitures et Land Rover qui a lui aussi connu des jours meilleurs, les temps sont durs pour le duo de constructeurs anglais, propriété du groupe indien Tata. Ajoutez à cela des difficultés aux États-Unis et en Chine ainsi que la concurrence des marques de ces pays, ces marques anglaises vont devoir se restructurer. Cela va passer par une suppression de 4 000 postes. L'objectif : être rentable même avec une production revue à la baisse.

Entre la chute de ses ventes et la baisse de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices, Jaguar Land-Rover prévoit de se séparer d'une partie de ses effectifs. Si le plan de licenciement ne devrait pas être aussi important que chez Volkswagen, qui fait face à des difficultés d'une ampleur sans précédent, JLR prévoit tout de même de supprimer 4 000 postes sur les 33 000 qu'il compte en Angleterre. Le tout principalement avec un plan de départs volontaires. Cette décision survient après une succession de difficultés sur de nombreux marchés. Entre les incertitudes liées au changement des droits de douane aux États-Unis et le recul de la marque en Chine, comme la plupart des autres constructeurs européens, le groupe voit ses résultats chuter.

Au dernier trimestre, le chiffre d'affaires de JLR était en recul de 10 % et, plus inquiétant, son bénéfice net a diminué de 69 %, à 109 millions de livres sterling. Bien que le projet du renouveau de Jaguar se précise semaine après semaine et que Land Rover ait dévoilé son premier Range Rover 100 % électrique, le groupe préfère jouer la carte de la prudence et revoir ses objectifs de façon à être rentable même avec une produc-



tion de voitures plus faible qu'à l'accoutumée. L'objectif de Jaguar Land-Rover est d'abaisser son seuil de rentabilité à 300 000 voitures par an tout en simplifiant ses activités, d'après l'un de ses communiqués. Cette stratégie pourrait permettre d'économiser 1,7 milliard de livres sterling en deux ans. L'intérêt serait d'être plus flexible face aux évolutions des différents marchés dans le monde.

Les bad buzz et la malveillance, les vraies raisons de cette situation ?

Si le recul des ventes en Chine et les droits de douane américains sont loin d'être des difficultés réservées à JLR, d'autres événements, eux aussi néfastes, le sont. La décision de réinventer Jaguar est un pari risqué qui, s'il s'avère fructueux, ne sera pas effectif de sitôt. En attendant, le constructeur ne produit plus aucune voiture, tandis que l'an-

nonce de sa future berline électrique a fait scandale avec une campagne marketing opposée à ce à quoi sa clientèle est habituée. De son côté, Land Rover, lui aussi, n'a pas produit de voitures pendant plusieurs semaines, mais cela n'était pas de son plein gré. Le spécialiste du SUV a subi une cyberattaque qui a paralysé ses usines. De quoi causer une perte nette de 386 millions de dollars. Dans le pays, même ses sous-traitants se sont retrouvés en difficulté, avec parfois aussi des suppressions d'emplois à la clé.

Toutefois, la production est bel et bien repartie chez Land Rover, mais il reste à savoir si son nouveau Range Rover électrique va réussir à convaincre la clientèle traditionnelle, tandis que celle qui n'est pas acquise à la marque pourra voir des alternatives intéressantes et bien moins chères du côté des constructeurs chinois, avec des modèles comme le Denza BAO 5 hybride rechargeable ou le Xpeng G9 électrique, et surtout sensiblement moins chers. Même des modèles plus européens comme le Volvo EX90 ou le Mercedes G 580 EQ se trouvent sur son chemin, avec eux aussi des images de marques premium bien établies.

Gros démarrage pour la Volkswagen ID.Polo et ses cousines, la Renault 5 doit-elle s'inquiéter ?

Volkswagen se dit très satisfait du lancement de la nouvelle Polo électrique avec des commandes si importantes que les délais de livraison dépasseraient désormais les 6 mois. L'ensemble de la production à court terme serait donc allouée.

Même constat pour le Skoda Epiq et la Cupra Raval. Une bouffée d'air pour un groupe qui prévoit 100 000 suppressions de postes à moyen terme. Et une menace pour la Renault 5, y compris en France sur ses propres terres ?

Les journées portes ouvertes en Allemagne ont été un succès avant même d'avoir débuté.

C'est ce qui ressort du discours de Volkswagen, fier du lancement de sa toute première Polo électrique. Il faut dire qu'avec la Golf, la Polo est l'autre petite « institution » populaire de l'autre côté du Rhin. Forcément, l'arrivée d'une version électrique était guettée de près par la presse spécialisée et tous les commerciaux du groupe.

Qui peuvent pour l'instant sourire, à en croire les premiers chiffres communiqués par Volkswagen. Bien sûr, il est toujours impossible d'aller vérifier ce genre de donnée à chaque fois qu'un nouveau modèle attendu est mis sur le marché. Mais quand Volkswagen vit une période difficile, ce genre de statistiques remonte le moral des troupes.

30 000 commandes déjà pour la Polo

Le constructeur a confirmé à Automobilwoche qu'il avait déjà enregistré 30 000 commandes pour son ID.Polo, produite, on le rappelle, non pas en Allemagne mais en Espagne aux côtés de la Cupra Raval. Des chiffres qu'il convient de nuancer par les livraisons massives des concessions ces dernières semaines pour que les distributeurs aient de quoi présenter aux clients lors des journées portes ouvertes. Il va y avoir du stock disponible pour ceux qui n'auraient pas une configuration précise en tête.

Le réconfort pour les salariés du groupe n'est donc que partiel puisque cette ID.Polo ne fera pas tourner les usines allemandes. Volkswagen rajoute que ce niveau de commande dépasse ce qu'elle avait prévu pour la Polo électrique. Les concessionnaires doivent en tout cas être ravis, et c'est de bon augure pour les nouveaux produits électriques : Skoda Epiq, VW ID.Cross, Cupra Raval et même Audi A2. La part des électriques dans les ventes neuves en Allemagne devraient à nouveau franchir un cap. Mais Volkswagen se serait fait dépasser par la popularité d'une cousine à l'ID.Polo.

Le Skoda Epiq aurait en effet récolté 35 000 commandes en Europe, malgré des prix plus élevés. L'effet crossover/SUV, assurément, même si la



Polo électrique a un premier prix symbolique sous les 25 000 € avec une fiche technique loin d'être indigente. Mais pour l'heure, seule la Polo a droit à sa version à "petit" prix tandis qu'elles arriveront un peu plus tard sur les Epiq et Raval dans certains marchés importants.

Plus habitable qu'une Renault 5

Se pose désormais la question du décollage de la Polo électrique en France. Car si l'ID.Polo (avec l'ID.Cross) devrait pouvoir prendre le dessus sur la française au niveau européen. Pour l'instant, l'offensive de Renault chez les électriques fonctionne à l'exception peut-être de la R4 qui aura droit à un petit remaniement.

La R5, le Scénic, la Twingo et même la Mégane sont parmi les meilleures ventes chez les électriques. Le leasing social, auquel l'ID.Polo n'est pas éligible, est un facteur supplémentaire.

Mais l'ID.Polo a des arguments : une charge rapide dès le premier niveau de prix (qui a d'ailleurs poussé Renault à réagir), et une habitabilité accrue par rapport à une R5 loin d'être une championne en la matière. Et sur ce segment, en dehors du coup de cœur esthétique, c'est à ce genre de petits détails que la différence de décision peut se faire.

Mots fléchés

AU-DESSUS DE SAINT- PIERRE		ESPRIT REBELLE		SOURD DES 2 OREILLES		PAROLE PERDUE		MAUVAIS FOIE		VAUT 3 POINTS		ASSEMBLÉE EN DÉSORDRE	
PREND L'AIR		TRAVERSE LA CHAMPAGNE		SPARTE				FRÈRE SERVANT		DÉMENT		CAP AU SUD	
						AU PIED DU MUR							
ÉMIRAT						BLANC OU COCO							
PETIT ET BIEN INFORMÉ						IL FAIT BONNE FIGURE							
											SPÉCIALITÉ DE BATTEUR		
											OSMIUM AU LABO		
FRÈRES DE RACINE								ILS BOUCHENT LES TROUS		MACHIN À DE GAULLE			
MONNAIE COURANTE										AUTREFOIS, C'ÉTAIT NON			
			MARCHONS AU PAS									POINT D'EAU	
			TUBE À L'ITALIENNE										
PRÉCÉDA LE VIETNAM		TROMPEUSE									ENTRE DANS LE CERCLE		
		NUL EN LATIN									LA BONNE MESURE		
					MIS AU RÉGIME		MENACE DE ROMPRE						
							CHANTAIT EN GREC						
ACTIVITÉ PORTUAIRE	MARQUAS LA PAGE								COULEUR CAFÉ				
	HÉROS DE LA GUERRE DE TROIE								A L'AVANTAGE				
								AFFAIRE À SUIVRE					
								FACTEUR DE PIANOS					
PETIT COCHON						DERNIÈRE LEVÉE				QUART DE SESTERCE			LETTRE GRECQUE
SOUS SOL						INVENTA				REPASSA EN TÊTE			
		CHANGEA DE CLIMAT		GLACE À L'EAU								RÉFUTERAS	
				TERRE À BRULER									
GUIDE LE NOVICE							PEUPLE DE GAULE						
ÂNE SAUVAGE													
							DÉSIGNATION				CHIFFRES ROMAINS		
							SANS EFFETS				TELLURE AU LABO		
DANS LA GAMME			ACCORD PARFAIT										MAL EXPRIMÉ
MANGEA													
						PASSERA À LA MACHINE							
ÉLÉMENT DE VALEUR			LE BURUNDI SUR LE WEB			FUME EN SICILE					ACCROCHÉ DANS LES ARBRES		
QUI VIENT DE DERRIÈRE													
					GAULOISE					VIEUX			

ACCIDENTS DE LA ROUTE
5 décès et 281 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 281 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période allant du 6 au 7 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 212 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays, ayant causé le décès de 5 personnes et des blessures à 281 autres", précise la même source.



PÉTROLE

Le Brent à 96,79 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en légère hausse lundi, portés toujours par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre gagnait 0,53% à 96,79 dollars le baril. Son équivalent américain, le WTI, pour livraison en octobre prenait 0,11% à 91,58 dollars. Les prix de l'énergie subissent toutefois aussi les "tarifs de fret et les coûts d'assurance" qui ont grimpé pour la navigation selon les analystes. Résultat, la référence pour le gaz européen, le contrat à terme du TTF néerlandais, prenait 2,85% à 74,01 euros le mégawattheure. Aux Etats-Unis, le gallon (3,78 litres) de diesel a atteint lundi un nouveau record à la pompe, s'affichant en moyenne à 5,90 dollars, selon l'Association automobile américaine (AAA).

APS

JUSTICE

Installation de la nouvelle présidente du Tribunal des conflits

La nouvelle présidente du Tribunal des conflits, Mme Nassira Dahou, a été installée, lundi à Alger, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa. Cette installation intervient dans le cadre du mouvement partiel opéré récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps de la magistrature, au niveau du Conseil d'Etat, du Tribunal des conflits, des présidents des Cours, des procureurs généraux près les Cours, des présidents des Tribunaux et des commissaires d'Etat près les Tribunaux administratifs d'appel. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la Cour suprême, en présence de responsables de plusieurs instances nationales.

TOUGGOURT

Réception de la nouvelle gare ferroviaire début 2027

La nouvelle gare ferroviaire de Touggourt, inscrite dans le cadre du projet en cours de réalisation de la ligne ferroviaire Touggourt-Hassi Messaoud, sera réceptionnée au début de l'année 2027, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Les travaux de réalisation de cette infrastructure, qui s'étend sur une superficie de 13.600 m2, enregistrent un taux d'avancement appréciable de plus de 72%, selon les explications fournies lors d'une récente visite de terrain des autorités locales. La nouvelle gare sera dotée de services et commodités modernes destinés à améliorer les conditions d'accueil et de confort des voyageurs et du personnel, a-t-on ajouté. Le wali de Touggourt, Othmane Abdelaziz a, à cette occasion, souligné l'engagement des services de la wilaya à assurer toutes les facilités et l'accompagnement nécessaires pour permettre la concrétisation du projet dans les délais impartis et conformément aux normes requises. Il a également mis en avant l'importance stratégique de la ligne ferroviaire Touggourt-Hassi Messaoud pour soutenir la dynamique socioéconomique, tout en favorisant le transport des marchandises et des voyageurs sur le réseau ferroviaire national, a-t-on indiqué de même source.

R E.

ONAEA

Recul du taux d'analphabétisme en Algérie à 4,7 %

Les efforts continus de l'Etat en matière d'alphabétisation ont permis de faire reculer le taux d'analphabétisme à 4,7 %, grâce à l'adoption d'une stratégie nationale efficace et à la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif, indique le directeur de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA), Hicham Brim. Dans une déclaration à l'APS, à la veille de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre), M. Brim a précisé que le taux d'analphabétisme en Algérie "a reculé à 4,7%, après avoir été de 7,4 % en 2022", grâce aux efforts continus de l'Etat visant à consolider les possibilités d'éducation et de formation au profit des différentes catégories de la population, dans le cadre d'une approche participative entre les secteurs, les institutions et les associations concernés aux niveaux national et local". Ces efforts ont permis d'obtenir des résultats concrets, avec 262.443 apprenants inscrits dans les classes d'alphabétisation au cours de la dernière année scolaire, dont 91 % de femmes. Dans le cadre de la poursuite de leur parcours éducatif et de formation, de manière à renforcer leurs possibilités d'insertion socioprofessionnelle, M. Brim a fait savoir que 2.434 apprenants ont intégré, en 2026, des programmes d'enseignement à distance, tandis que 313 autres ont rejoint le secteur de la formation professionnelle. Il a également fait état de 919 apprenants recensés dans les centres de solidarité nationale répartis à travers 26 wilayas, ainsi que de 306 apprenants non-voyants bénéficiant de ce programme grâce à la technique du braille, sur le nombre total des apprenants. Sur un autre plan, lié à l'accompagnement des programmes nationaux dans le domaine de la numérisation, le directeur de l'ONAEA a fait état de l'intégration des TIC comme moyen supplémentaire contribuant au renforcement des processus d'enseignement et d'apprentissage, à travers notamment la numérisation de certains ouvrages et supports pédagogiques dédiés à l'alphabétisation. M. Brim a, par ailleurs, assuré que les acquis réalisés dans le domaine de l'alphabétisation traduisent l'engagement de l'Algérie à poursuivre ses efforts dans ce sens, partant du fait que l'alphabétisation "ne se limite plus à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, mais constitue désormais un investissement dans l'homme, en lui permettant d'acquérir des connaissances et des compétences, tout en renforçant sa capacité à participer activement au développement et à l'édification de la société de la connaissance". A l'instar des autres pays du monde, l'Algérie célèbre cette année la Journée internationale de l'alphabétisation sous le slogan "L'alphabétisation pour les peuples... la planète et la prospérité". La wilaya de Sétif abritera, mardi, les activités marquant cette journée.

R E.

OMM

Incendies et vagues de chaleur menacent la qualité de l'air

Les incendies de forêt, de plus en plus intenses, et les vagues de chaleur menacent les efforts engagés pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé humaine, a alerté hier l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Dans son rapport annuel sur la qualité de l'air et le climat, l'agence onusienne souligne l'étroite interaction entre pollution atmosphérique et changement climatique, appelant à des politiques coordonnées pour lutter contre ces deux phénomènes. L'OMM estime que le réchauffement climatique, en favorisant des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses ainsi que des incendies plus importants, complique la réalisation des objectifs internationaux en matière de qualité de l'air. "Même une région où la qualité de l'air est bonne peut être fortement affectée par la pollution provenant des incendies de forêt", a expliqué Lorenzo Labrador, responsable scientifique à l'OMM, cité par des médias. Le rapport met notamment en garde contre les particules fines PM2,5 et l'ozone troposphérique, associés à diverses maladies respiratoires et cardiovasculaires. Il préconise également de renforcer la surveillance de polluants encore insuffisamment suivis, notamment le carbone noir et les microplastiques. Selon l'OMM, les épisodes de chaleur extrême deviennent plus fréquents, plus intenses et plus longs avec le réchauffement de la planète. Une étude citée dans le rapport estime que les épisodes extrêmes de pollution atmosphérique liés aux fumées des incendies ont triplé depuis les années 1990. L'OMM appelle, dans ce contexte, à améliorer la surveillance de la qualité de l'air et à mieux coordonner les politiques de lutte contre la pollution et le changement climatique.

APS

BDL

Plus de 2514 milliards DA de crédits accordés à fin juin 2026

Le total des crédits accordés par la Banque de développement local (BDL) à ses clients a dépassé 2.514 milliards DA au 30 juin 2026, dont 1.019 milliards DA de crédits d'investissement, a indiqué lundi le PDG de la banque, Mustapha Ferfera. Intervenant lors des travaux de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la banque, M. Ferfera a précisé que ces indicateurs reflètent "la dynamique de l'activité commerciale de la banque et sa capacité à mobiliser des ressources, à les orienter vers le financement des investissements et à accompagner les entreprises, les professionnels et les particuliers". Le budget global de la banque a dépassé, durant la même période, 2.397 milliards DA, tandis que les ressources collectées auprès de la clientèle ont dépassé 1.930 milliards DA, avec un produit net bancaire avoisinant les 42 milliards DA, a-t-il ajouté.

La prochaine étape sera axée sur la poursuite du renforcement de la collecte des ressources, l'intensification du financement de l'économie nationale et le développement de l'activité commerciale, tout en préservant les équilibres financiers et prudentiels de la banque, a souligné le responsable. Les priorités de la banque incluent également l'accélération de la transformation numérique, le développement des moyens de paiement et l'amélioration de la qualité des services, a-t-il poursuivi, mettant en avant les "atouts robustes" dont dispose la banque, à même de lui permettre de "rehausser son niveau de performance" et de "réaliser des résultats plus durables". Les travaux de l'AGO de la banque, introduite au compartiment principal des actions de la Bourse d'Alger en mars 2025, se sont déroulés en présence du Directeur général du Trésor et de la Comp-

tabilité au ministère des Finances, Hadj Mohamed Seba, et des actionnaires de la banque (particuliers, investisseurs institutionnels et personnes morales). A cette occasion, les participants ont approuvé le passage d'un mode de gouvernance dissocié, fondé sur la séparation entre les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général, à un mode de gouvernance unifié, regroupant les fonctions de présidence du conseil d'administration et de direction générale dans le poste de PDG, dans le but de renforcer l'efficacité du système de gouvernance de la banque et de l'adapter à son nouvel environnement institutionnel. L'Assemblée générale a, par ailleurs, approuvé la désignation des commissaires aux comptes de la banque pour les exercices 2026, 2027 et 2028.

R E.